

CHRONIQUE FEMINISTE

périodique bimestriel • 100f • décembre 85 janvier 86 • n°16

DOSSIER:

nouvelles

maternités

Université des Femmes

Place Quételet 1a, 1030 Bruxelles, tél: 02/219.61.07.

Equipe

| | |
|-------------------------|----------------------|
| Françoise Hecq | Louise Thirion |
| Martine La Haye | Laurence Broze |
| Hedwige Peemans-Poullet | Anne Van Seymourtier |
| Geneviève Simon | Louisa Soriano |
| Christine Jonckheere | Colette Ingels |
| Edith Rubinstein | Alla Denesiok |
| Nadine Plateau | Linda De Reys |
| Fanny Filosof | |

• Cours, Conférences, Séminaires

Participation aux frais
Pour toutes les activités
de l'année: 1.500 fr.
Par séance: 100 fr.

• Centre de Documentation

Consultation de livres, revues, documents bibliographies.
Information et assistance pour travaux de mémoires.
Ouvert du lundi au vendredi
de 10 h à 17 h; le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

• Publication bimestrielle

CHRONIQUE FEMINISTE

Abonnement à 6 numéros:
Belgique 500 fr.b.
Etranger 620 fr.b.

A verser au compte n° 001-1118659-34 de «Université des Femmes - Chronique» (bien préciser le nom et l'adresse de l'abonné)

Au numéro
Sur demande à l'Université des femmes (contre versement au compte ci-dessus) ou dans les librairies.

«CORMAN»

rue Ravenstein 28-30, 1000 Bruxelles
Tél. 02/511.67.29

«TROPISMES»

Galerie des Sciences 11, 1000 Bruxelles
Tél. 02/512.88.52

«GALIVAN»

Place Dumont 7-9, 1150 Bruxelles
Tél. 02/731.70.59

«LA NOUVELLE ETINCELLE»

chée de Wavre 86, 1050 Bruxelles
Tél. 512.01.43

«LIBRAIRIE CANDIDE»

place Brugmann 2, 1060 Bruxelles
Tél. 02/344.81.94

«SORGELOOS»

chée de Waterloo 365, 1060 Bruxelles

«LA MAISON DU NOUVEL AGE»

chée de Charleroi 71, 1060 Bruxelles

«FNAC - CITY 2»

1000 Bruxelles
Tél: 02/217.47.20

Impression

I.D.I.
rue du Méridien 15
1030 Bruxelles

Mise en page

Alla Denesiok et Luisa Soriano.

Les activités d'éducation permanente de l'Université des Femmes sont réalisées avec l'appui du Ministère de la Communauté Française et de la Commission Française de la Culture.

Pré-texte

Le pouvoir de décider 3

Programme de l'Université des Femmes

Calendrier 4

Dossier Nouvelles Maternités

- Nouvelles Technologies de la reproduction humaine 5-12

- Nouvelles Maternités 13-18

- Bibliographie 18-20

Réflexion

Questions à 20 F. 21

Interview

Recherche à quatre mains 16-19

Sauvettes d'Edith... et les autres

24

Attentives

La justice renvoie les femmes à l'avortement clandestin

Etats-Unis: projet de loi féministe contre la pornographie 25

Les droits individuels en matière de sécurité sociale

Ces belles idées qui nous rendent plus pauvres

Histoire des femmes

Les veuves joyeuses

Exposition ligue des Droits de l'homme

Un nouveau Softenon 26

Lectures

Femmes: Sciences et technologie

Contre la publicité sexiste... (Portugal)

Gaspillage

Droits des femmes et politique familiale 27

Les aspirations des adolescents

La tragédie de l'émancipation féminine

A l'est, rien de nouveau 28

Bibliothèque

29-30

Incomplètes

31

Le pouvoir de décider

Notre Chronique Féministe titre «Dossier Spécial: les Nouvelles Maternités». Aujourd'hui on peut être parent d'un embryon sans avoir de relations sexuelles, avec le sperme d'un inconnu, l'ovule de l'une, le ventre de l'autre.

Juridiquement nos lois, protectrices de la famille, sont remises en question. Qui est le père? Le géniteur biologique ou le père social? Qui est la mère? Celle de qui provient l'ovule? Celle qui porte l'enfant? Celle qui, par contrat, le laisse mûrir dans l'utérus d'une autre mais l'élèvera?

Sociologiquement, avoir un enfant devient une exigence à laquelle la société, après la science, doit pouvoir répondre. Les femmes ont dit «Un enfant si je veux, quand je veux» pour n'être pas contraintes à la maternité, certaines le disent maintenant pour avoir l'enfant qu'elles souhaitent.

Mais qui aura droit à l'enfant? Seuls les couples? Stériles? Mariés? Et les célibataires? Les veuves? Les homosexuel(le)s?

Ces questions et mille autres se posent.

Qui décidera quoi?

Le pouvoir politique prépare des lois. Des commissions éthiques naissent ici et là. En leur sein des représentants des églises et de la laïcité, des médecins, des juristes, des scientifiques de tous bords.

Des experts. Moustaches, barbes et calvitie, hommes de bonne volonté et de haute compétence.

Les femmes, concernées au plus près, absentes.
Les féministes, ignorées.

Allons-nous attendre qu'ils décident pour nous? Allons-nous ruer dans les projets quand ils seront élaborés?

Pourtant, de partout, des femmes écrivent sur le sujet. Différemment. Diversément. Moitié de la terre, on nous reprochera de n'être pas du même avis. Qu'importe.

L'important?

Que les associations et les organisations qui représentent les femmes prennent le pouvoir de décider dans cette matière qui les concerne prioritairement.

C'est pourquoi nous lançons un appel pour que les femmes soient nombreuses à participer à une

Journée autour des
Nouvelles Maternités
Le samedi 18 janvier 1986 à 10 h 30
Au 1a, Place Quetelet, 1030 Bruxelles.

LE SAVOIR ET LE FAIRE

Programme 1985/1986: DECEMBRE - JANVIER - FEVRIER

Toutes les activités ont lieu le jeudi à 20 h 30 soit à la Place Quetelet 3 (1030 Bruxelles), soit à la Place Quetelet 1a, soit dans les deux lieux à la fois les soirs de séminaires.

Pour tout renseignement, téléphoner à l'Université des Femmes: 02/219.61.07.

Jeudi 5 décembre à 20 h 30

Conférence du Séminaire «Femmes et Histoire»

- LES FEMMES FONT DES HISTOIRES ET DE L'HISTOIRE POUR LES FEMMES

Contexte historique: «Femmes, familles, enfants avant 1914» par Sylvette BOUCHAT

Jeudi 12 décembre à 20 h 30

Conférence du Séminaire «Femmes et Sociologie»

NOUVELLES MATERNITES

Mères porteuses ou de substitution.
Parenté. Droit. Ethique. Argent.

Jeudi 19 décembre à 20 h 30

Conférence du Séminaire «Femmes et Histoire»

- LES FEMMES FONT DES HISTOIRES ET DE L'HISTOIRE POUR LES FEMMES

Contexte historique: «Vie sexuelle au XIX^e siècle» par Denise KEYMOLEN

Jeudi 9 janvier à 20 h 30

Conférence du Séminaire «Femmes et Histoire»

«HISTOIRE DES MOUVEMENTS DE FEMMES EN BELGIQUE» par Hedwige Peemans-Poullet

Samedi 18 janvier de 10 h 30 à 13 h (avec prolongation éventuelle l'après-midi)

TABLE RONDE

AUTOUR DES NOUVELLES MATERNITES

Constitution d'un groupe de réflexion et d'action autour des nouvelles technologies de la reproduction humaine, avec des femmes des organisations féministes et féminines.

Jeudi 23 janvier à 20 h 30

Conférence du Séminaire «Femmes et Histoire»:

«CENT ANS DE MOUVEMENT FEMININ SOCIALISTE» par Denise DE WEERT

FEMMES et ETAT

Une série de cinq conférences-débats

Les femmes sont-elles invisibles dans la théorie marxiste de l'Etat capitaliste? Comment construire une analyse féministe et matérialiste de l'Etat dans la société occidentale? Comment rendre compte des rapports de sexe et des rapports de classe comme facteur d'organisation de la société civile et de la société politique? Quels sont la place et le rôle du rapport social entre hommes et femmes dans les sources matérielles

et non matérielles du pouvoir de classe? Quels sont la place et le rôle du rapport social entre capital et travail dans les sources matérielles et non matérielles du pouvoir patriarcal? Autant de thèmes qui guident notre questionnement de la problématique de l'hégémonie produite par Gramsci. Autant de questions qui jalonnent notre approche du privé et du public, du pouvoir politique institutionnalisé et du pouvoir politique non institutionnalisé. Autant de pistes de recherche pour l'étude des modes de légitimation de l'Etat Keynésien et des nouveaux enjeux apparus à la faveur de la crise de l'accumulation fordiste. Autant de questions qui nous semblent incontournables pour saisir le rapport des femmes à l'Etat, de l'Etat aux femmes.

Jeudi 30 janvier à 20 h 30

«A propos de «LES FEMMES ET L'ETAT»

(n° 6-7 des Nouvelles questions Féministes) -

«DE L'UTILITE DU CONCEPT D'HEGEMONIE»

par B. Marques Pereira.

Jeudi 6 février à 20 h 30

Conférence:

«LE GENRE MYTHIQUE DE LA SCIENCE»

par Christiane FROUGNY, enseignant les mathématiques et l'informatique à la Sorbonne et Jeanne PEIFFER, historienne des mathématiques et travaillant pour l'Unesco. Dans le cadre de l'ATP du CNRS «Recherches sur les femmes et recherches féministes», elles organisent un séminaire sur le thème «Vers une critique féministe des mathématiques».

Nous présenterons les idées d'Evelyn Fox Keller, scientifique américaine, une des premières à lier le genre (1) et la science. Pour elle, s'intéressant à l'image sociale de la science, il convient d'interroger l'origine et les conséquences de l'équation objectivité = masculinité, qui fonctionne comme un mythe caché. Ses outils privilégiés pour ce faire sont ceux de la psychologie de la connaissance.

Par ailleurs, E.F. Keller propose de redécouvrir certains aspects de la tradition scientifique et en particulier elle étudie les métaphores sexuelles et visuelles de la connaissance (chez Platon, Bacon et Descartes).

(1) Le genre traduit de l'anglais «gender» désigne le sexe social par opposition au mot «sex» qui désigne le sexe biologique.

Jeudi 13 février à 20 h 30

SEMINAIRES:

- Femmes et Histoire

- Femmes et Sociologie

Jeudi 20 février à 20 h 30

Conférence du Séminaire Femmes et Etat:

«LES LIMITES DU CONCEPT D'HEGEMONIE»

par B. Marques Pereira.

Jeudi 27 février à 20 h 30

SEMINAIRES:

- Femmes et Histoire

- Femmes et Sociologie

Les nouvelles technologies dans la reproduction humaine

par Hélène Rouch

Mise en forme d'une conférence prononcée le 28 février 1985 à l'Université des Femmes. Hélène Rouch est enseignante de biologie et animatrice du Séminaire Limites-Frontières.

J'ai assisté en janvier 1985 au Colloque «Génétique, Procréation et Droit» à Paris, organisé avec beaucoup de publicité par le Comité National d'Ethique, à l'initiative de plusieurs Ministères, la Justice, la Santé et la Recherche technologique. A ma grande surprise le Ministère des Droits de la Femme n'avait pas été invité, le MLF encore moins évidemment.

Toutefois, lors des travaux préparatoires, des féministes avaient été pressenties pour être dans la salle, pour être des intervenantes intéressées, intéressantes mais polies. En aucun cas elles ne seraient à la tribune. Ces cinq femmes ont eu une minute de parole chacune durant ces deux jours de débat. Ce qui était frappant, et sans doute étonnant, c'est qu'à aucun moment, sinon par des femmes isolées dans la salle, il n'a été fait allusion au lien entre, d'une part la contraception et l'avortement, d'autre part les nouvelles technologies de la reproduction. A tel point que je soupçonne que ce lien est de nature politique.

Je remarque aussi que dans les médias on a parlé systématiquement de ce qu'on appelle les «mères-porteuses» et très rarement, contrairement à ce que font les anglo-saxonnes, des «mères de substitution» (surrogate mothers). Il me paraît assez significatif que la presse, la radio ou la télévision occultent complètement le fait que la mère-porteuse, en réalité, est aussi la mère ovulaire, c'est-à-dire la mère génétique. Elle pourrait ne pas l'être, mais cliniquement c'est beaucoup plus compliqué. Cela établit dès l'abord, me semble-t-il, une équivalence entre la mère, celle qui porte dans l'utérus, et le père, celui qui fournit le sperme. Et c'est une équivalence qu'il est intéressant d'interroger sur le plan idéologique parce qu'elle masque en fait une dissymétrie. En biologie l'équivalent du père génétique, celui qui donne le sperme, c'est la mère ovulaire, celle qui donne l'ovule. Mais la mère utérine n'a pas d'équivalent masculin.



Illustration: Jane Northey

Or, dans les médias, la mère-porteuse est celle qui porte l'enfant dans l'utérus. Il y a là une manière de miser sur le ventre, l'utérus. Pourquoi n'est-il pas important de dire que cette femme donne aussi l'ovule? La femme du couple sera une femme adoptante, en aucun cas du point de vue biologique la mère de l'enfant. Avec la mère-porteuse, la femme du couple est en situation de reconnaissance d'un enfant naturel, d'un bâtard.

Un des points forts de ce Colloque a été justement le problème des mères-porteuses, surtout à cause de l'aspect financier, question qui bouleverse tout le monde. Déjà le terme de «mère-porteuse» fait problème parce que ce mot indique qui

est la vraie mère. Mais que deviennent la mère, la maternité, et que signifie l'argent?

La stérilité masculine

Les nouvelles technologies de la reproduction, qui ne sont pas encore très répandues, ont été mises au point pour pallier la stérilité des couples. Ce sera un argument de poids tout au long du Colloque.

Ce qu'on connaît depuis longtemps techniquement, et qu'on pratique depuis une bonne dizaine d'années en France, c'est le traitement de la stérilité masculine. Avec ce qu'on appelle l'IAC, c'est-à-dire l'insémination artificielle par le conjoint,

ou l'IAD, l'insémination artificielle par donneur. Dans ce deuxième cas, le père de l'enfant, le père dans la famille, n'est pas le père biologique. Notons le rôle du secret dans ces inséminations artificielles. Les donneurs dans le cas de l'IAD sont absolument anonymes ce qui à mon avis pose deux questions. D'abord la possibilité de tendances eugéniques: vous avez certainement entendu parler de la tentative de création aux Etats-Unis d'une banque de sperme «Prix Nobel». Ensuite le secret permet aux médecins de décider qui sera le donneur car ce sont eux qui le choisissent. Quels sont les critères de choix du donneur?

Il y a une petite phrase dans *Libération* que j'ai relevée, à propos de votre «bébé bruxellois» et de l'IAD, disant que pour les médecins «il s'agit d'obtenir un minimum d'harmonie entre l'apparence des parents et celle de l'enfant. Dans la mesure du possible, nous évitons par exemple des donneurs grands aux cheveux noirs quand les parents sont petits et blonds». Et je trouve cela délicieux. Tout le monde sait bien qu'on est tous racistes mêmes si on essaye de l'être le moins possible. Mais lorsqu'on fait des efforts pour ne pas l'être, voilà ce que ça donne: des donneurs grands aux cheveux noirs quand les parents sont petits et blonds. Je crois que si ce monsieur avait un peu moins réfléchi il aurait dit tranquillement: on évite de choisir des donneurs petits aux cheveux noirs quand les parents sont grands et blonds. Parce que la référence au couple aryen c'est «grand et blond». Et il a pensé qu'il ne fallait surtout pas dire petit et noir, parce qu'en France tout le monde penserait aux algériens immédiatement et que ce serait la catastrophe. Alors il a interverti tout simplement les termes.

Tant qu'il s'est agi de la stérilité masculine -or les inséminations artificielles se pratiquent depuis plus de dix ans en Fran-

ce- les Comités d’Ethique n’ont pas été créés, ils ne sont pas intervenus, tout marchait très bien; personne ne se posait de questions sur les possibilités d’eugénisme, ou sur le fait que les mécanismes de décision et de contrôle étaient dans les mains des médecins. Les Comités d’Ethique, ou les commissions diverses comme en Grande-Bretagne, n’ont été mis en place qu’à partir du moment où on a soigné la stérilité féminine.

Les stérilités féminines

Les stérilités féminines vont être de trois types ou même de quatre. C’est en fonction des différentes formes de stérilité qu’on a des modes technologiques différents. Le tout est assez bien résumé dans les deux tableaux présentés ici. Le tableau I accompagnait un article de Françoise Laborie dans les Temps Modernes (n° 462) et il va servir de base à mon exposé. Le tableau II, plus humoristique, a paru dans Libération, mais il est très bien fait aussi.

Les stérilités féminines peuvent être des **stérilités d’origine tubaire**, c’est-à-dire que les trompes sont bouchées. Dans ce cas, l’ovule ne peut pas rencontrer les spermatozoïdes et on recourt à ce qu’on appelle une «fécondation in vitro» (FIV). Pour cette fécondation in vitro, on fait un traitement hormonal de la femme qui va amener à la production de six à huit ovocytes au lieu d’un seul.

Jacques Testart qui est le «père» entre guillemets du premier bébé-éprouvette français -il se fait présenter comme tel, et quand on le dit il ne bronche pas- a écrit un livre «De l’éprouvette au bébé spectacle» où il explique sa méthode et les problèmes qui se sont posés. C’est dans ce livre que j’ai trouvé certains détails sur la façon de favoriser la maturation des ovocytes; des détails que je trouve délicieux mais en même temps inquiétants: en plus du traitement hormonal, on ajoute une substance, au nom un peu compliqué, dont on ne connaît pas les effets exacts. Tout ce que l’on sait, c’est qu’avec le traitement hormonal tout seul

on n’obtient pas ces six ou huit ovocytes mais que cela marche si on ajoute cette substance dont on ne connaît pas les autres effets ni à court ni à long terme.

Il explique cela en toute tranquillité, mais pour moi cela évoque les premières mises au point de la pilule où les uns disaient «la pilule est absolument non-toxique, sans danger, si vous avez des effets secondaires, c’est la tête», alors que selon le type de pilule, surtout les premières qui étaient assez mal dosées, il y avait des effets secondaires très regrettables. Et puis il y avait l’autre type de discours: «ne prenez pas la pilule sinon vous allez avoir des cancers, etc...». Le corps des femmes sert, pour la reproduction, de cobaye. Quand on vous dit: on utilise une substance dont on ne connaît pas les effets exacts, mais enfin ça marche, j’appelle cela servir de cobaye.

Donc ça marche. On a huit ovocytes, le mari donne son sperme, on fait les fécondations, en général on en fait six

ou sept et, à condition qu’elles aient réussi, on en fait trois réimplantations. Cela ne veut pas dire que les trois vont marcher, le plus souvent il n’y a qu’une grossesse et donc les deux autres embryons ne se développent pas. Evidemment il y a trois embryons surnuméraires dont on ne sait pas trop quoi faire et que pour l’instant on congèle pour recommencer si la première implantation n’a pas réussi. A l’heure actuelle, il n’est pas permis de cultiver les embryons au-delà de quatorze jours, c’est-à-dire au moment où se forment les premières ébauches du système nerveux, mais enfin le rêve de la plupart des spécialistes est d’arriver à cultiver ces embryons le plus longtemps possible ex utero. Leurs motivations avouées sont qu’évidemment ce sont des banques d’organes irremplaçables. Oui irremplaçables, surtout pour les sujets frères ou sœurs de la famille, quand on connaît les problèmes d’histocompatibilité des greffes.

Dans ce cas des stérilités d’origine tubaire, la mère ovulaire est égale à la mère génétique,

Tableau I: Article de Françoise Laborie - Temps Modernes n° 462 - janvier 1985

SYNTAXE DE LA GENERATION D’UN ENFANT

| PARENTS DEMANDEURS D’ENFANTS | | | SUJETS DITS DONNEURS ou DE SUBSTITUTION | | | FEC ONDA TION IN VITRO | |
|------------------------------|---------|--------------------|--|---------|--------------------|------------------------------------|-------------------------------|
| MÈRE | | PÈRE | FEMME | | HOMME | | |
| Utérus | Ovocyte | Sperma- tozoïde | Utérus | Ovocyte | Sperma- tozoïde | | |
| X | X | X | | | | | Conception « traditionnelle » |
| X | X | X | | | | | IAC |
| X | X | | | | X | | IAD |
| X | X | X | | | | | Prélèvement d’ovocytes |
| X | | X | | X | | | Don d’ovocyte |
| X | | | | X | X | | Don d’embryon |
| | X | X | X | | | | |
| | X | | X | | X | | 1 |
| | | | X | | | | 2 |
| | | X | X | X | | | 3 |
| | | | X | X | X | | 4 |
| | | X | X | X | | | Mère porteuse |
| | | | X | X | X | | Adoption |



c'est-à-dire qu'elle porte la moitié des chromosomes de l'enfant, égale à la mère utérine et égale à ce qu'on appelle la mère sociale. La maternité, pour elle, est complète.

Deuxième possibilité, la **stérilité est d'origine ovarienne**, c'est-à-dire que la femme ne peut pas produire d'ovocytes mais que son utérus est parfaitement fonctionnel. Le problème qui se pose est que les ovocytes ne peuvent pas être conservés contrairement aux spermatozoïdes qui, eux, peuvent être congelés ad vitam aeternam, du moins un certain

nombre d'années. Ces ovocytes peuvent donc être donnés par des femmes qui sont en traitement pour le premier cas et réimplantés, après fécondation in vitro, dans l'utérus de la femme qui n'en produit pas.

Pourquoi s'adresser aux femmes qui sont déjà en traitement? Parce qu'elles produisent de six à huit ovocytes à chaque fois et donc qu'il y en a trop. Il est déjà assez compliqué de faire coïncider les cycles des deux femmes de façon à ce que, quand la première va produire les ovocytes, l'autre

ait un utérus qui soit en phase pour recevoir l'œuf éventuel. Parmi les femmes qui vont avoir une fécondation in vitro parce qu'elles ont une stérilité tubaire, la moitié acceptent ou accepteraient de donner leur ovocytes surnuméraires à une autre femme. Cela s'est fait mais ce n'est pas si simple. En Australie, il s'est passé un cas où une femme traitée pour stérilité tubaire a eu six ovocytes.

Elle en a donné trois et la réimplantation n'a pas réussi chez elle mais a réussi pour celle à qui elle a donné. C'est un problème.

Dans les cas de stérilité ovarienne, la mère ovulaire va être différente de la mère utérine qui est en même temps mère sociale.

Troisième cas, la **stérilité d'origine utérine ou le prêt d'utérus**. Les ovocytes sont prélevés dans la femme du couple mais, comme on ne peut pas lui faire ce qu'on a fait dans le cas de stérilité tubaire, on réimplante l'embryon chez une autre femme qui va le porter. Ce serait ça la vraie mère-porteuse. C'est ce qu'on devrait appeler la mère-porteuse, mais à ma connais-

sance il n'y en a pas. Toutes les mères-porteuses que nous connaissons sont aussi les mères ovulaires.

Et s'il n'y a pas de mère-porteuse qui soit uniquement mère utérine c'est probablement parce que c'est très compliqué à réaliser: il faut faire subir un traitement hormonal à la femme qui souffre de stérilité utérine, prélever les ovocytes ce qui ne peut se faire qu'à l'hôpital, réaliser la fécondation in vitro avec le sperme du mari et enfin il faut que la femme désireuse de prêter son utérus soit en phase pour qu'on réimplante. Techniquement, c'est tout à fait possible mais c'est compliqué parce qu'il faut tout faire coïncider. Et donc, on ne connaît pas d'exemple de ce cas où la mère ovulaire serait en même temps la mère sociale, mais différente de la mère utérine.

Dans les cas actuellement connus, on peut faire remarquer qu'il s'agit d'enfants naturels du père dont l'épouse devient la mère sociale alors que, jusqu'à maintenant, les enfants adultérins étaient récupérés ailleurs, comme dans Dallas... Avec les mères-porteuses, les enfants naturels viendront dans la famille du père. C'est vraiment une des questions-clé de ces nouvelles technologies.

La quatrième possibilité, ce sont soit des **stérilités multiples** qui regroupent deux des précédentes, soit des **stérilités d'origine inconnue**, inconnue ou psychologique puisqu'on fait remarquer que des femmes qui ont subi par exemple une première fécondation in vitro pour stérilité apparemment tubaire ont ensuite un enfant tout à fait naturellement. Ou encore, des femmes qui ne peuvent pas avoir d'enfant viennent en consultation pour subir toute la manipulation et miraculeusement la stérilité disparaît. Si en tout cas la stérilité est à la fois ovarienne et utérine, effectivement il y aura recours à ce qu'on appelle la mère-porteuse totale. Et dans ce cas, la mère sociale est différente de la mère ovulaire/mère utérine.

J'ai donc essayé de résumer simplement ce qui se trouve dans le tableau de Françoise Laborie (1), où elle fait intervenir en même temps le cas du père, qui va être le père génétique ou non. On a donc quatre cas de stérilité féminine possibles et, selon que le père est génétique ou non, huit combinaisons possibles. En ce qui concerne le père, il n'y a que deux possibili-

tés, en ce qui concerne la mère il y en a bien davantage. Déjà on peut dire de la maternité - c'est une expression d'Elisabeth Badinter- qu'elle est en train d'éclater, parce qu'effectivement on peut être mère ovulaire mais pas utérine, mère sociale mais pas ovulaire ni utérine, on peut être les trois en même temps: l'instinct maternel va être quand même difficile à accorder à l'une ou à l'autre. Si les trois mères peuvent être réunies dans une seule femme, peut-être que l'instinct maternel perdurera, mais on a déjà vu, pour employer le terme des médias, que dans le cas des mères-porteuses, cet instinct maternel posait problème à tout le monde.

Le tableau de libération

Comparons maintenant avec le tableau paru dans Libération (11). C'est à peu près dans le même ordre. On part de la conception traditionnelle (1). L'Insémination Artificielle par le conjoint n'est pas envisagée, sauf par son côté extraordinaire (9), quand l'homme du couple est décédé. Ce cas a donné lieu à un procès qui a fait couler beaucoup d'encre en France.

Le deuxième cas, c'est l'adultère, et le troisième c'est l'IAD (Insémination Artificielle par Donneur), mais c'est la même chose au niveau biologique des personnages. Dans la même logique, vous avez le cas n° 11, celui des lesbiennes qui ont envie d'avoir un enfant et qui se font inséminer par une IAD. Ce cas soulève non seulement la réprobation, mais l'horreur générale dans les comités, commissions et colloques divers et variés. Le cas n° 8, salut au passage, c'est le cas de Bruxelles, l'adoption prénatale (don d'embryon du tableau I).

Je ne vais pas passer tous les cas en revue, mais ce qui m'a frappée, c'est que Libération n'a pas été capable d'imaginer le deuxième cas des fécondations in vitro du tableau I, c'est-à-dire celui où la mère donne l'ovocyte, où une autre femme prête l'utérus et où le spermatozoïde vient d'un donneur, c'est-à-dire que seule l'épouse intervient avec l'aide d'une autre femme qui portera l'enfant, et l'enfant sera en réalité génétiquement de l'épouse et d'un donneur inconnu.

Cet oubli m'a paru particulièrement intéressant. Les journalistes de Libération ont eu pas

mal d'imagination puisqu'ils sont allés jusqu'à la technique mystérieuse, le don des dieux, mais ils ne sont pas allés jusqu'à imaginer que le père social puisse être totalement évacué. Il doit y avoir là quelque chose de l'ordre de l'insupportable car ce cas est tout de même intéressant...

Dissociation sexualité/procréation

Je vais essayer maintenant de reprendre le contenu de ma première remarque sur les liens entre contraception-avortement d'une part, et ces nouvelles technologies d'autre part. Ce n'est un secret pour personne, et surtout pas pour les organisateurs du Colloque auquel j'ai assisté, que ce sont les femmes qui ont mené la lutte pour leurs droits et à la contraception et à l'avortement et que ce n'est pas sans mal qu'elles ont obtenu la dissociation entre la sexualité et la procréation.

Les nouvelles technologies, qui visent à pallier les stérilités des couples, introduisent une autre dimension. Au lieu de desserrer le lien dans le sens sexualité/procréation, elles le desserrent dans le sens procréation/sexualité. La procréation se fait avec de moins en moins de sexualité, en tout cas de sexualité prise dans le sens large du terme. Bon nombre de ces slogans que vous connaissez bien - le droit des femmes à disposer de leur corps, avoir un enfant si je veux, quand je veux - cette dissociation entre sexualité et procréation s'est faite contre les médecins de façon générale, disons au moins contre l'Ordre des Médecins et en France ce n'est pas rien, et contre l'ordre social établi. C'était revendiquer que les femmes et les hommes pouvaient avoir un désir l'un de l'autre qui n'était pas forcément un désir d'enfant.

Or les nouvelles technologies, c'est tout autre chose. Cela signifie un désir d'enfant, et un désir d'enfant à tout prix, dans tous les sens du terme. Car c'est très coûteux, physiquement et moralement, pour les femmes de subir ce genre de traitements où il n'y a que dix pour cent de réussite. Les médecins disent que c'est énorme parce que la réussite normale dans un cycle sexuel où tout se passe bien et où personne n'est stérile se situe entre vingt et trente pour cent. Donc dix

pour cent ce n'est déjà pas mal et on va sûrement améliorer les résultats par d'autres substances aussi géniales que la première dont on ne sait pas ce qu'elle fait à côté...

Pour l'instant, il est assez rare que la réimplantation marche la première fois, il faut quelquefois plusieurs mois voire une année pour que ces femmes dites stériles se trouvent enceintes. C'est aussi coûteux pour l'achat des spermatozoïdes. J'espère ne pas m'être trompée en recopiant les chiffres mais, bien qu'un enfant n'ait pas de prix, sur le plan financier cela doit coûter 15.000 FF, dont 10.000 FF sont payés par le couple et le reste par la Sécurité Sociale. Mais là, les médecins sont d'accord et la raison première qu'ils donnent, c'est qu'ils sont là pour soigner les maladies et que la stérilité est une maladie. Mais ce qu'il y a derrière, c'est que dans la contraception et l'avortement, le désir de sexualité va à l'encontre de la constitution d'une famille, tandis que le désir d'enfant crée la famille et il me paraît intéressant de le noter.

Les nouvelles technologies n'ont pas été inventées pour mettre fin à la famille. Elles sont pratiquées d'une façon très draconienne quant au statut des personnes demandeuses, pour que le désir d'enfant crée littéralement une famille. Il faut entendre les médecins dire avec satisfaction que déjà (enquête faite en Belgique) ils ont découvert que les couples qui avaient recours à l'IAD (Insémination avec Donneur) étaient beaucoup plus solides que les autres, c'est-à-dire que le pourcentage des divorces y est moins élevé. Pourquoi pas? Peut-être que des gens qui surmontent des épreuves et des difficultés pour réaliser leur désir ensemble trouvent là de quoi consolider leur couple. Je n'ai rien contre. Ce qui me gêne, c'est l'espèce de satisfaction avec laquelle on annonce que ces couples tiennent décidément mieux que les autres. Alors, si avec l'IAD cela tient mieux, effectivement, je pense qu'avec les fécondations in vitro et tout le train que cela suppose, le couple et donc la famille devraient tenir encore mieux.

D'ailleurs, Jacques Testart n'hésite pas à parler des «détournements de la méthode» en visant les femmes seules qui demandent à bénéficier des nouvelles technologies. Pourquoi une femme seule aurait-elle envie d'un enfant? Tout le

Tableau II: Libération du vendredi 18 janvier 1985.

Le corps médical n'a cessé d'accoucher de méthodes censées maîtriser le processus de la conception


PROCREATION MODE D'EMPLOI


Depuis l'introduction officielle en France (en 1972) de l'« insémination artificielle avec donneur » (IAD) qu'une partie de l'Eglise continue, à considérer comme un « adultère avec des moyens vétérinaires », le corps médical n'a cessé d'accoucher de méthodes censées décomposer et maîtriser le processus de la conception pour permettre à tout couple (ou pas) de se réaliser dans la procréation. Dans ce libre-service où les spermatozoïdes et les ovules se donnent ou se vendent, les embryons se congèlent et les utérus se louent, légalement ou clandestinement, chacun peut y trouver son compte (?) Ce tableau qui n'est pas exhaustif et qui reste très provisoire présente les principaux procédés opérationnels.


Héritage génétique de l'enfant


☐ parents


☒ donneurs







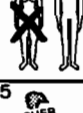
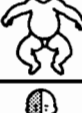
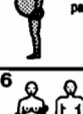

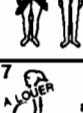

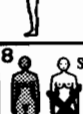

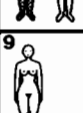

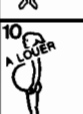









 Fécondation in vitro

 don d'ovules

 insémination artificielle (sperme du donneur ou du conjoint)

 parents

 donneurs ou prêteurs

| INDICATIONS | TECHNIQUE | GENETIQUE | STATUT JURIDIQUE | PROBLEMES ? |
|---|---|---|---|--|
| 1  Couple « normal » (?) | En « missionnaire » ou en « levrette », la méthode est sûre et éprouvée | MERE PERE  | Conforme | Cette méthode n'est-elle pas en passe de devenir ringarde ? |
| 2  « Adultère » | Ancienne et très utilisée. Le nombre de naissances d'enfants adultérins est loin d'être négligeable |  | Ni vu ni connu. En cas de doute, paternité contestable | Confidentiels et ne concernent souvent que la mère... |
| 3  père stérile | Insémination artificielle avec le sperme d'un donneur anonyme (IAD) |  | Statut incertain du père qui peut obtenir devant la justice un désaveu de paternité | En l'absence de dons suffisants, problème du marché clandestin de sperme (qualité, diversification des dons). Faut-il préserver l'anonymat du père génétique vis-à-vis de l'enfant ? |
| 4  Mère stérile par obstruction des trompes lorsque cette stérilité tubaire ne peut pas être traitée par chirurgie | Fécondation in vitro de l'ovule de la mère avec le sperme du père et implantation de l'ovule dans l'utérus maternel pour la grossesse. |  | Largement utilisée sans problèmes juridiques | Problèmes des embryons surnuméraires : destruction ? congélation ? |
| 5  Mère stérile par anomalie des ovaires et de l'utérus | Insémination d'une femme volontaire avec le sperme du père (prêt d'utérus) |  | Illégal, mais aucune poursuite n'a encore été engagée en France contre les premiers cas connus | Si l'enfant naît malformé, qui en voudra ? La mère porteuse peut vouloir garder l'enfant. Comment réglera ce dernier en apprenant son histoire ? |
| 6  Mère stérile par anomalie de production d'ovules | Fécondation in vitro avec l'ovule d'une donneuse et le sperme du père. Ensuite grossesse de la mère. |  | Pas de problème tant que la filiation maternelle repose sur l'accouchement | Problème du commerce d'ovules. Même questions que pour l'IAD : l'enfant doit-il savoir ? |
| 7  Mère stérile par anomalie de l'utérus, mais ovaires fonctionnels | Fécondation in vitro avec sperme et ovules des parents, mais implantation de l'ovule et déroulement de la grossesse dans l'utérus de « location » d'une autre femme |  | Illégal | Mêmes problèmes que le prêt d'utérus (voir plus haut) |
| 8  Stérilité du couple (anomalie ou tare génétique) | Fécondation in vitro avec sperme et ovules de deux donneurs. Pour la grossesse : implantation de l'ovule dans l'utérus de la mère ou un utérus de « location ». |  | Si l'enfant est porté par la mère, filiation par l'accouchement. C'est une sorte d'adoption qui remonte jusqu'à la grossesse. Illégal si la grossesse est « louée » | Organisation d'une banque d'embryons, voir d'un marché. Eugénisme possible... |
| 9  Père décédé | Insémination artificielle de la mère avec le sperme congelé du père prélevé avant son décès. |  | Vide juridique. Jurisprudence : affaire Pargelaix (1984) : cas unique, échec technique ! Si la naissance intervient plus de 300 jours après le décès du père, l'enfant est réputé « naturel » | Le sperme est-il dissociable du corps et de la volonté du père décédé ? Peut-on « programmer » la naissance d'orphelins ? |
| 10  Mère décédée | Fécondation in vitro du vivant de la mère et congélation de l'embryon qui peut être ultérieurement réimplanté pour le père dans un utérus de « location ». |  | Vide juridique pour la congélation. Prêt d'utérus illégal. | Accroissement, problème des embryons surnuméraires ou abandonnés en congélation... |
| 11  Couples de lesbiennes ou femme seule | Insémination artificielle avec le sperme d'un donneur |  | Statut d'enfant naturel | Enfant élevé par deux femmes ? |
| 12  Couples d'homosexuels masculins ou homme seul | Insémination artificielle d'une loueuse d'utérus avec le sperme d'un des hommes |  | Illégal | Enfant élevé par deux hommes ? |
| 13  « immaculée conception » | Technique mystérieuse. Demande au moins une vierge, un charpentier, un ange et Dieu... |  | Seul cas connu faisant jurisprudence | L'enfant né dans ces circonstances présente-t-il quelques symptômes : mégalo-manie, problèmes oculaires mal réglés... En revanche ses dons donneront ses amis |

monde sait que pour faire un enfant qui marche, il faut un homme et une femme, mariés autant que possible. Si le père est décédé, cela ne plaît pas non plus. Quant aux homosexuels, je l'ai dit, femmes ou hommes, c'est le comble, il n'en est pas question, il refuse.

Il me semble important de relever aussi, avec J. Testart, qu'il ne faut pas oublier que ces techniques ont été mises au point tout d'abord chez les animaux, avec des buts évidents de rentabilité et d'amélioration des races. On ne voit pas pourquoi, malgré les dénégations diverses, variées et nombreuses qui sont faites à ce sujet, ces mêmes buts ne seraient pas poursuivis dans la reproduction humaine, de façon plus ou moins consciente d'ailleurs ou plus ou moins occulte.

Dans un livre anglais qui vient de sortir «TEST TUBE WOMEN», qui réunit une série d'articles écrits par des anglo-saxonnes, l'une d'entre elles dit que «les techniques comme l'échographie, pour connaître très tôt le sexe de l'enfant, sont déjà utilisées dans certaines cliniques pour entraîner l'avortement des fœtus féminins» (en Chine, on tue carrément les petites filles, c'est plus simple...). Donc, si l'on arrive à déterminer à un stade très précoce, sur les embryons surnuméraires par exemple, s'il va s'agir d'un enfant mâle ou d'un enfant femelle, on va pouvoir procéder effectivement à un choix du sexe. Et le choix du sexe, vous vous en doutez, ne va pas être neutre. Il va dépendre du pays où l'on se trouve, de sa culture. Dans les pays occidentaux, d'une façon générale, on préfère que le premier enfant soit un fils. C'est, à mon avis, un danger réel de ces techniques.

Toujours dans le rapprochement contraception-avortement et nouvelles technologies, on ne peut pas s'empêcher d'évoquer les stérilisations en masse qui sont pratiquées dans les pays du Tiers-Monde. Dans ces cas-là il me semble, et cela n'a jamais été évoqué dans les divers colloques auxquels j'ai assisté, que ces médecins qui sont prêts à faire des prouesses techniques qui coûtent un prix fou pour sauver, disent-ils, le désir d'un couple d'avoir un enfant depuis que c'est possible, acceptent les stérilisations et les pratiquent dans les pays du Tiers-

Monde. Je ne dis pas que ce sont les mêmes médecins bien entendu, mais tout médecin est pris dans un ordre social, qu'il accepte en général.

Un enjeu pour les femmes

Ce qui me paraît important, et qui paraît l'être aussi pour les anglo-saxonnes qui ont participé à «TEST TUBE WOMEN», c'est que face à ces nouveaux projets il faut absolument que les femmes soient informées et participent s'il y a lieu aux instances de décision quand des choix sont à faire. Au Comité National d'Éthique en France, il y a trente-six membres et seulement sept femmes. A ce Colloque de Paris, je vous l'ai dit, il n'y avait que des hommes, tous compétents et libéraux, mais des hommes quand même. Je pense que ce n'est pas par hasard si on n'y a pas parlé d'avortement et de contraception. S'il y avait eu autant de femmes que d'hommes à la tribune, je pense que le lien aurait été vu et qu'une analyse politique aurait été faite, autre que celle de savoir si le Droit doit être en avance sur les mœurs ou si, au contraire, il doit laisser les mœurs évoluer pour ensuite intervenir pour supprimer les excès. Cela a été le grand thème pendant deux jours alors qu'il me semble qu'il y avait d'autres choses à dire.

Que faut-il penser des nouvelles technologies de la reproduction? Est-ce un bien, est-ce un mal? En tout cas, elles sont là, elles existent et il faut sûrement s'interroger à leur sujet et savoir si elles vont nous appartenir. Est-ce que cela va être une nouvelle façon d'opprimer ou d'exploiter les femmes, c'est la question qui m'intéresse. La seule chose qui me paraît utile, c'est de mener une réflexion pour savoir ce qu'on veut en faire. Après tout, c'est peut-être intéressant pour les femmes. Sulamith Firestone a écrit en 1970 que les bébés-éprouvettes, cela allait être merveilleux pour les femmes, qu'elles allaient être enfin libérées de la tyrannie de la maternité.

Maintenant, les féministes qui réfléchissent un peu rappellent que c'est toujours au nom de la maternité que les femmes ont été exploitées. Si les femmes ne prennent pas le contrôle des nouvelles technologies, et Dieu sait que pour l'instant elles ne l'ont pas, on peut leur faire fai-

re n'importe quoi. D'ailleurs une féministe titre son article «Les nouvelles technologies de la reproduction, la solution finale à la question des femmes». Cela me paraît un peu excessif, disons très pessimiste, mais pas complètement faux.

Je vais terminer par deux mots sur le secret parce que cela soulève beaucoup de problèmes. Il me semble que le secret dans l'AD sert surtout à protéger le père, bien que l'on parle toujours de l'intérêt de l'enfant. Et je me demande quelle pourrait être la fonction du secret chez les femmes dans les cas de mères-porteuses au sens faux.

Qu'advient-il du statut de la femme dans un couple marié? Son statut, c'est en principe d'être la mère des enfants de son époux mais, si on ne fait pas marcher le secret, elle acquiert le même statut que le père, c'est-à-dire qu'elle va reconnaître l'enfant de l'autre. De même que la paternité est symbolique, il pourrait y avoir une maternité symbolique des femmes...

D'autre part si la pratique des mères-porteuses se généralise, si les femmes s'entendent entre elles, il me semble que cette dimension d'échange possible, de complicité possible entre les femmes, peut être intéressante. Cela met quand même en difficulté les positions de maîtrise de l'homme dans le couple et dans la pratique médicale.

On parle d'exploitation des femmes du Tiers-Monde ou des femmes au chômage, mais je pense en toute honnêteté que le placenta artificiel c'est pour demain et que cela résoudra le problème. Placenta artificiel, cela veut dire qu'on amènera le développement de l'embryon en dehors de l'utérus jusqu'à la maturité. Chez les ovins on y est presque arrivé. En Angleterre, le père-éprouvette, le Dr. Edwards, a demandé l'autorisation d'implanter des embryons surnuméraires dans l'utérus de rongeurs pour voir ce qui se passait, soit dans le but de faire porter ces embryons par des mammifères de taille convenable, soit dans celui d'étudier et de mettre en place ces placentas artificiels. Et le jour où les placentas artificiels seront là, évidemment les données de la reproduction et de la maternité seront complètement dépassées.

Je réinsiste sur le point qu'il faut que les femmes soient informées, qu'elles se mettent en situation d'avoir un pouvoir décisionnel sur des choix qui ne seront pas forcément à leur avantage. Je ne pense pas que l'histoire de la médecine ait été favorable aux femmes. Je ne vois pas pourquoi, tout à coup, parce que l'on serait au XXI^e siècle, cela changerait. Je ne vois pas que les hommes partagent volontiers leur pouvoir de décision sur les modes de société. Je sais bien que les mœurs changent, mais cela semble changer bien lentement par rapport à la lutte menée par les femmes. Les années 1980 ont été beaucoup plus porteuses de changements politiques que de changements sur le plan des rapports hommes/femmes.

Débat

- En fait le placenta artificiel risque d'enlever aux femmes un des rares pouvoirs finalement qu'elles peuvent avoir, c'est-à-dire le refus d'enfant. Je ne dis pas qu'elles l'utilisent mais c'est un pouvoir potentiel.

- Ce pourrait être une nouvelle forme de l'égalité. S'il n'y a plus de différences au niveau de la mise au monde des enfants entre les femmes et les hommes, on peut imaginer une société asexuée où il n'y aura plus de raison de dire que telle ou telle personne doit jouer tel ou tel rôle.

H.R.: Effectivement cela me paraît intéressant sur le plan de l'égalité des statuts. Je l'ai dit tout à l'heure, le fait que la mère, dans le cas de la mère-porteuse, est amenée à reconnaître l'enfant, lui donne un statut qui me paraît l'équivalent de celui de l'homme du couple.

- Cette femme-là est celle que je comprends le mieux. C'est la mère par excellence. Elle prend un enfant dont au fond la seule chose qui appartient au couple est du côté du père. C'est l'équivalent dans le couple de l'enfant adultérin dont le mari sait très bien qu'il n'est pas le père mais qui reconnaît l'enfant.

H.R.: Finalement, la mère ovulaire ce n'est pas très important. C'est la grossesse qui est l'apport spécifique des femmes dans la reproduction. Ce qui est important c'est que le système patriarcal s'est servi de la maternité pour exploiter les femmes, pour leur donner un statut social inférieur et discri-



minatoire. Alors les nouvelles technologies, oui pourquoi pas, à condition que ce ne soit pas une discrimination supplémentaire envers les femmes. Il n'est pas du tout sûr que sous prétexte qu'elles vont être libérées de neuf mois de grossesse par un placenta artificiel la situation sociale des femmes s'améliorera et que leur statut social deviendra celui des hommes.

- Je veux dire qu'il y a discrimination quand on prétexte, au niveau de l'emploi, que les femmes ont des enfants et qu'elles prennent des congés. Sur quelle base pourra-t-on leur faire encore ce type de réflexions?

H.R.: Cela ne changera rien pour ce que l'on appelle la mère

sociale, la mère nourricière. Or, l'enfant n'est pas autonome avant plusieurs années.

- Je ne vois pas pourquoi on se mettrait à généraliser cette possibilité de placenta artificiel. Il faut imaginer l'aspect psychologique que cela représentera pour un enfant. Actuellement on fait sortir le plus tôt possible les enfants prématurés qui se trouvent dans des couveuses parce qu'on s'est rendu compte que ces cages de verre étaient néfastes à leur développement. Je ne vois pas d'ailleurs pourquoi on ne parle pas ici de tout l'aspect psychologique de la situation.

H.R.: Ce n'est pas du tout volontaire de ma part. Je n'en parle pas parce que ce n'est pas le propos.

- On lit ça dans la presse pourtant; les pauvres gosses qui vont être traumatisés parce que leur père n'est pas leur vrai père, que c'est un père donneur.

H.R.: Je parlais des placentas!!

- A fortiori, le fait de ne pas se trouver dans le ventre de sa mère, de ne pas avoir des rapports avec elle, cela n'aurait-il pas d'influence sur l'enfant?

- Le problème c'est que les scientifiques vont fabriquer des êtres qui n'auront pas grand chose à voir avec des bébés normaux. N'empêche qu'ils vont essayer parce que cela les amuse, parce qu'ils veulent voir ce que cela donne et on va se trouver face à quelque chose, peu importe quoi, l'essentiel c'est le fait qu'on ne les arrêtera pas.

- Est-ce qu'en France il y a déjà eu des dénonciations formulées par des femmes à ce sujet?

H.R.: Non. Nous sommes allées nombreuses à ce Colloque mais on n'a pas pu intervenir, parce que ce n'était pas prévu dans l'organisation. On commence à se réunir, à en parler et à faire des textes, mais c'est tout.

- Il faudrait savoir d'abord ce que l'on en pense, je crois que c'est la première chose à faire.

H.R.: Je suis d'accord avec votre objection mais on ne peut pas demander aux femmes d'être toujours claires par rapport à ce qu'il faut penser et savoir. Ce Colloque m'a mise en colère parce qu'ils ont créé des

Comités d'Ethique qui se réunissent des mois et des mois, ils organisent colloque sur colloque, ce sont des gens qui ont tout le temps de réfléchir et de travailler. Mais d'après ce qu'on a entendu pendant les deux jours du Colloque, on ne peut pas dire qu'ils sachent quoi penser. C'est un des cas où la technologie et la science vont très vite et où l'on se pose des questions après.

- Certaines réponses ont été données par rapport au couple légitime.

H.R.: Ils ont donné des réponses dans le sens de la prudence, dans le sens de la famille traditionnelle. Il est évident qu'ils ne veulent pas que la famille bouge.

- Finalement pour une femme seule, toutes ces techniques sont refusées. Il n'est pas interdit d'être une mère célibataire de façon naturelle, mais c'est interdit de l'être par un procédé...

H.R.: C'est un sujet que je n'ai pas abordé car ce n'est pas ma spécialité. Ce qui serait intéressant ce serait de mettre en liaison la politique nataliste d'un pays comme la France, où il n'y a pas assez d'enfant et où l'on accorde des milliers de francs de prime pour le troisième enfant, et l'argent qui est investi dans ces recherches. Il y a là toute une étude à faire là.

- Quels sont les dangers que l'on voit tellement dans l'eugénisme? On pense souvent qu'eugénisme égale beauté, mais il y a autre chose, l'être futur. Il se peut que l'on veuille franchir une étape. A travers la technique cela va commencer par des choses assez effrayantes peut-être, mais il se peut que nous soyons à la veille de créer d'autres conditions de vie. Il faut le dire et en même temps accepter cette réalité.

H.R.: Sur un plan théorique, dans le cas de l'eugénisme, c'est un peu dangereux de vouloir tendre vers un type, pas forcément de beauté, mais un type uniformisé. Les sociétés ce sont des différences et il est important que ces différences puissent se rencontrer et se mélanger. Le grand danger que je vois c'est l'uniformisation. L'identité de l'individu et sa liberté ne comptent plus.

Mais ces technologies sont là. Il faut faire avec et elles peuvent nous être utiles. C'est quand on regarde comment sont mis en place les Comités d'Ethique, comment fonction-

nent les consultations, les services qui sont chargés de ce genre de technologies, qu'il y a de quoi être un peu inquiètes. Qui a le pouvoir de décision? Je m'aperçois que ce n'est pas nous. Je suis inquiète des légitimations idéologiques qu'on donne à ces travaux, qui ne me paraissent pas toujours d'une clarté absolue. Dans ces conditions, je préférerais que dans les équipes médicales et dans les Comités d'Ethique il y ait autant de femmes que d'hommes. Les féministes se retrouvent toujours dans la situation d'être contre: on se bat contre l'ordre social, on se bat contre quelque chose qui est déjà là. Alors si pour une fois, on pouvait être dans les choses qui sont en train de se faire, peut-être que l'orientation qui serait donnée serait différente.

Je ne dis pas que demain il y aura beaucoup de clonages et que les femmes vont être évacuées de la scène de la procréation et que c'est un malheur. Je pense qu'il peut même y avoir effectivement une grande libération des femmes de ce côté-là, à condition que les femmes sachent où elles en sont par rapport à leur maternité. Et je suis sûre que dans cette salle nous ne sommes pas toutes d'accord sur notre propre rapport à la maternité, ni sur le rapport féminité/maternité, ni sur la différence sexuelle.

J'ai lu qu'aux Etats-Unis des homosexuelles qui vivent en groupe ont décidé d'avoir des enfants par insémination artificielle et de supprimer le concept de mère, c'est-à-dire que toutes les femmes qui sont là sont les mères de tous les enfants. Ma première réaction a été de me dire «quelle horreur». Nous nous sommes battues pour la contraception et l'avortement, contre l'ordre social, pour que les femmes aient droit à la parole, etc... Mais nous ne nous sommes quand même pas battues pour que les hommes disparaissent de l'univers des femmes.

Il est vrai que c'est tout le problème du séparatisme radical lesbien et que j'ai eu une réaction d'horreur parce que je ne suis pas d'accord idéologiquement avec ces femmes-là. Mais dans un deuxième temps je me suis dit que peut-être ces femmes sont en train de créer là, dans la mesure où ça reste comme les nouvelles technologies quelque chose de relativement limité, une expérience qui n'est pas inintéressante. Peut-être que ces enfants ne seront

pas plus mal réussis que les autres, peut-être qu'ils ne penseront pas moins bien et peut-être qu'eux seront capables de faire bouger l'ordre social.

- On peut imaginer des couples qui prennent ce genre de décision, qui vivent ensemble, qui ont des enfants et qui décident que tous les hommes sont des pères et toutes les femmes des mères. L'expérience ne serait pas réservée à des lesbiennes.

H.R.: A condition que le choix individuel de chacune et de chacun soit préservé. L'inquiétude des féministes sur les nouvelles technologies c'est peut-être que cela devienne un modèle et que personne ne puisse y échapper. Or, on sait que dans l'état actuel des choses ce n'est pas nous qui choisirions le modèle.

L'histoire nous apprend que les modèles de maîtrise et de contrôle de la reproduction n'ont pas du tout été à l'avantage des femmes. Il vaut mieux être vigilantes.

- Il serait intéressant de savoir, dans les cas qui existent, qui était demandeur si c'était le père ou la mère.

H.R.: En France, les couples sont soumis à des tests et à des entretiens et il faut que les deux partenaires soient demandeurs. Mais quels sont ces tests, dans quelles conditions sont-ils menés? Au bout de quelles bagarres dans le couple la femme a-t-elle fini par se ranger à l'avis de l'homme? On ne sait pas. Mais cela se passe aussi pour un enfant qu'on fait le plus traditionnellement du monde, alors...

Jacques Testart soulève aussi un autre problème d'une façon un peu naïve d'ailleurs. A l'heure actuelle il n'y a que deux ou trois services en France à pouvoir pratiquer les fécondations in vitro. Mais maintenant qu'il y a des publications sur ces techniques les cliniques privées vont pouvoir les pratiquer et, dit-il naïvement, sans l'éthique que nous avons. Sous-entendu, nous on va faire les choses bien, on est les grands, les beaux, les purs et puis d'autres, dans les cliniques privées, vont se faire du fric. Cela va introduire une discrimination de classe entre les gens qui vont passer par les cliniques privées et qui auront tout ce qu'ils voudront et les autres qui seront obligés de faire la queue pendant des années parce qu'il n'y aura pas de place dans les services publics.

Mais on pourrait lui demander au nom de quoi il postule que son éthique à lui c'est la bonne.

- Au niveau éthique, c'est difficile à juger mais au niveau financier cela pose des problèmes, comme pour l'avortement.

H.R.: Sur l'avortement, il est intéressant de voir à quel point la contraception continue à échouer dans un certain nombre de cas. L'avortement semble être une revendication, en réalité, de féminité au travers de la maternité. Les femmes font échouer la contraception surtout dans le milieu étudiant. Elles oublient la pilule, elles sont enceintes, elles vont se faire avorter et l'entretien clinique révèle qu'effectivement elles avaient envie de savoir qu'elles pouvaient avoir des enfants. Elles avaient envie d'avoir la preuve de leur féminité mais elles n'avaient pas envie d'avoir un enfant. Rien ne dit qu'il n'en est pas de même pour celles qui se lancent dans des techniques compliquées pour être enceintes. Quand elles le sont, elles n'ont peut-être plus envie de l'enfant. Ou alors, elles sont tellement contentes de l'avoir cet enfant, que le pauvre, qu'est-ce qu'il va porter! C'est le côté psychanalytique sur lequel les spécialistes devront aussi réfléchir. Nous étions beaucoup plus habituées à voir arriver un enfant qu'on ne désirait pas qu'un enfant qu'on avait désiré et désiré si fort qu'on avait tout fait pour l'avoir... Il y a un autre lien entre l'avortement et les nouvelles technologies, c'est celui du statut des embryons surnuméraires.

Ils ont pataugé sévèrement pendant le Colloque sur le point de savoir à quel moment on donne le statut d'être humain à un embryon, on retourne à l'avortement tout droit. Il est dit dans la Loi sur l'avortement en France, qu'effectivement il n'y a de statut d'être humain que dans l'intentionnalité de faire un enfant de l'embryon, puis du fœtus. Mais maintenant, si l'on hésite pour des raisons d'éthique à conserver les embryons ou à les manipuler, c'est que l'embryon a un statut d'être humain dès la première semaine, voire dès la première heure de la fécondation. Il faut voir si un jour, dans une perspective nataliste, un gouvernement de droite ne sera pas amené à remettre l'avortement en question. Chez Reagan, je verrais ça très bien...

Mise en forme
Geneviève Simon

Les nouvelles maternités

par le Séminaire de Sociologie

DOSSIER

Au cours des derniers mois, les problèmes soulevés par les nouvelles technologies de la reproduction ont envahi les journaux, les radios, les écrans. On a organisé des débats et des colloques. On a créé des commissions. On a pris des positions. Il était logique que le Séminaire de Sociologie se penche sur la question. Mais par quel bout la prendre? Nous avons lu, nous avons discuté. Plus nous lisons et plus nous discutons, plus nous constatons que les problèmes sont immenses, multiples et enchevêtrés. Nous avons donc essayé de les trier, de les ordonner et de recenser les interrogations soulevées sans pour autant leur trouver des réponses définitives. Mais est-ce possible à l'heure actuelle? Nous ne le pensons pas. Nous vous livrons donc les résultats de ce travail de recherches, non comme un aboutissement, mais au contraire comme un point de départ, une base de réflexion.

Un problème de société

Nous nous trouvons devant une réalité, devant des faits: de nouvelles technologies sont nées et l'on peut être sûr que si elles existent, elles seront utilisées. Il faut se demander comment. On semble penser que légiférer en la matière est une procédure trop longue, qui sera toujours en retard sur la pratique. On s'oriente plutôt vers la constitution de Comités d'Éthique à différents niveaux chargés de définir au coup par coup une sorte de régulation des comportements sociaux. Leurs recommandations marqueront ce qui est généralement admis en l'état actuel des mentalités et pourront évoluer librement avec elles. Et si ces recommandations pourront être, et seront certainement, contournées dans le secret des laboratoires et des cabinets médicaux, l'extension des pratiques mises à l'index sera quand même canalisée et les risques seront moindres.



Déesse de la Fécondité minoenne

La stérilité

Ces techniques sont nées d'une demande thérapeutique, compenser certaines formes de stérilité qu'on n'a pas encore les moyens de soigner-peut-être disent certains, parce qu'on ne l'a pas vraiment cherché et ils se demandent pourquoi. En particulier, les recherches sur la stérilité masculine sont très peu avancées, comme s'il s'agissait surtout de l'occulter pour éviter de traumatiser les hommes.

La recherche médicale s'est donc orientée vers une thérapie des stérilités. Mais la stérilité est-elle une maladie qu'il faut soigner? En tout cas, elle a toujours été très mal vécue et les femmes en ont toujours été tenues pour responsables jusqu'à une époque très récente. Elle en ont porté seules le poids et les stigmates. Dans beaucoup de cultures, la femme sans enfant est marginalisée, elle est parfois considérée comme dangereuse, elle est souvent répudiée. De tous temps et en tous lieux on a

cherché à combattre la stérilité par des offrandes aux divinités propices, des cérémonies, des rites, des masques, toutes les ressources de la sorcellerie et de la magie. En Occident aussi, il y avait les voies religieuses (lieux de pèlerinages, prières à certains saints) et les voies païennes (boire l'eau de certaines sources, se rendre sous certains arbres) sans compter les médecines populaires, voire la sorcellerie.

Aujourd'hui, l'impossibilité de procréer cause une blessure narcissique, tant au niveau social qu'au niveau du corps, réel mais aussi imaginaire et symbolique. C'est une mutilation, un «manque». La stérilité est aussi vécue comme une perte de maîtrise. Des couples qui pratiquaient la contraception dans le but de contrôler leur pouvoir de procréation découvrent soudain que c'était complètement inutile et que ce pouvoir ne leur a jamais appartenu. Ils doivent s'en remettre au médecin (sorcier de notre époque) pour avoir l'enfant de leur désir. Car si maintenant la stérilité est considérée comme une maladie, on ne la découvre que lorsqu'un désir d'enfant se manifeste et qu'il n'est pas comblé. Si une personne n'a pas envie d'avoir un enfant, elle peut ne jamais découvrir qu'elle est stérile et cela n'aura aucune influence sur son bien-être physique et mental, ce que l'OMS définit comme la santé.

Qu'est-ce donc que ce désir d'enfant qui soudain pousse une femme, un homme, qui par ailleurs se portent très bien, à entrer dans un processus thérapeutique qui n'est jamais agréable, dans le seul but de procréer? On peut se le demander.

«Le désir d'enfant, je ne le définis pas, je le constate», écrit un psychanalyste (Diatkine). Pour Odette Thibaut, la nécessité de se reproduire est inscrite dans les abîmes du psychisme humain de façon aussi instinctive que la faim, la soif ou la fuite devant le danger. Elle parle de «pulsion génésique».

Filiation sociale

Certains pensent que des solutions sociales seraient préférables à une médicalisation toujours plus intense de la procréation. La seule que connaisse l'Occident, c'est l'adoption et elle est très difficile à mettre en œuvre: trop de couples demandeurs, pas assez d'enfants adoptables ni en Occident à cause des règles très strictes qui régissent l'abandon d'enfant, ni même dans le Tiers-Monde où cela donne lieu à des trafics sur lesquels on peut s'interroger. Mais les sociétés primitives nous offrent beaucoup d'autres modèles de filiations, ancrés dans les structures sociales et dans l'imaginaire collectif et, avant l'avènement de la société industrielle, il existait en Europe tout un système de circulation des enfants qui ne fonctionne plus.

G. Delaisi de Parseval en particulier, dans «L'Enfant à Tout Prix», propose une série de solutions sociales, adaptées d'ailleurs ou d'autrefois, mais qui ne semblent guère aller dans le sens des mentalités actuelles, car ce qu'on cherche c'est le plus de vérité biologique possible dans la filiation, or les nouvelles technologies permettent le plus souvent de devenir parent biologique à l'un des deux partenaires au moins d'un couple stérile.

Filiation biologique Filiation juridique

Le Droit lui-même, par exemple en France, évolue vers une plus grande reconnaissance de la vérité biologique. Jusqu'en 1972, le père légal d'un enfant

était toujours le mari de la mère, suivant un vieil adage hérité du Droit Romain, la présomption «Pater is est...» c'est-à-dire que le lien juridique était formellement établi sur la base d'une présomption, à savoir que le mari de la mère était aussi le père biologique de l'enfant. Une présomption à laquelle le père tenait à donner autant de réalité que possible en enfermant sa femme pour l'empêcher de procréer avec un autre. Depuis 1972, le mari de la mère a le droit d'établir médicalement qu'il ne peut pas être le père biologique de l'enfant et donc de se décharger de la paternité légale. Inversement, un homme peut revendiquer la paternité légale d'un enfant en prouvant qu'il est le père biologique, mais cette preuve positive est beaucoup plus difficile à apporter.

Toutefois, il est certain que le biologique ne suffit pas à déterminer le juridique: la maternité légale ne découle pas uniquement de la vérité biologique: le seul fait de mettre au monde un enfant ne suffit pas, il faut une déclaration à l'Etat Civil. En France, les femmes peuvent accoucher «sous X», anonymement donc, et aucun lien juridique n'est établi entre elles et l'enfant. En Belgique, la mère naturelle est obligée de se rendre en personne à l'Etat Civil pour faire reconnaître sa maternité légale.

La maternité

D'ailleurs si jusqu'à présent la filiation biologique maternelle n'a fait aucun doute parce que la réalité de la grossesse et de l'accouchement n'était que trop évidente (même si des accouchements clandestins et



Masque de fécondité africain

des substitutions d'enfants ont pu se produire), avec les nouvelles technologies même la réalité biologique pose des problèmes: entre celle qui donne un ovocyte et celle qui porte l'enfant dans son utérus, laquelle est la mère biologique?

Comme le dit Elisabeth Badinter, la maternité est éclatée, c'est-à-dire que ses éléments fondamentaux, la conception, la gestation et le rôle maternel, qu'on avait l'habitude de voir confondus dans une seule femme, peuvent maintenant être dissociés. Et c'est le phénomène des mères porteuses qui en a été le révélateur le plus évident.

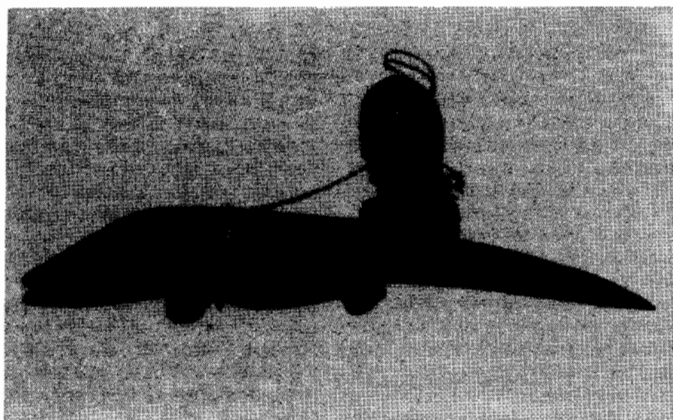
On connaissait de mauvaises mères, on jetait un voile pudique sur les avortements, mais on ne pouvait imaginer que de sang-froid, sans y être poussée par des circonstances dramatiques, une femme pouvait porter un enfant dans l'intention de l'(aban)donner à une autre femme.

Où est le merveilleux instinct maternel chanté par les poètes? Tout un monde bascule, les mythes et les fantasmes liés à la mère s'écroulent. Une ère nouvelle a commencé. Les femmes en seront-elles libérées? Il deviendra plus difficile peut-être de les renvoyer à leur «nature». Cette relativisation de la maternité biologique au profit de la maternité sociale pourrait entraîner une plus grande prise de participation des femmes à la conduite de la société.

La qualité de l'enfant

Un enfant obtenu grâce à une technique médicale, un enfant tant attendu, se retrouve chargé de toute une symbolique, il est surinvesti, il devient un capital affectif et narcissique, à défaut d'être le capital économique qu'il a été dans les siècles passés et qu'il reste encore au niveau de la société. Ayant déjà manqué à son premier devoir, qui était de venir quand on le lui demandait, l'enfant attendu est prié de donner toute satisfaction. Après s'être donné tant de mal, on ne peut pas se contenter d'un enfant imparfait. Et là se pose toute la question de l'eugénisme.

Doit-on parler d'eugénisme s'il s'agit d'obtenir des enfants de bonne qualité, ou doit-on réserver ce terme à des pratiques visant des fins raciales, ou visant à créer des êtres humains de qualités différentes? A partir de quel critère peut-on parler de sélection? Toute sélection est-elle mauvaise par essence: pourquoi ne pas éliminer certaines maladies transmissibles ou certaines tares génétiques si c'est possible? La difficulté provient du fait de cerner la limite de ce qu'on pense être la bonne qualité de l'enfant et de la vie. Pour des parents, cela peut aller jusqu'au choix du sexe. Où se situera le seuil de la normalité? Jusqu'où la société acceptera-t-elle la venue au monde d'enfants anormaux qui lui coûtent cher?



Fétiche de fécondité africain

L'AD ou le problème du père

Des milliers d'enfants sont nés par cette méthode dans tous les pays depuis une quinzaine d'années (300 par an en Belgique actuellement) et de nombreuses études ont été faites sur eux, sur leurs familles et sur les différents intervenants. Comme le nom l'indique, Insémination Artificielle avec Donneur, il y a un donneur dans l'affaire, le donneur de sperme.

Comment le recrute-t-on? Doit-il être rémunéré? Quand la réponse est non, comme dans les CECOS en France (organismes officiels: Centres d'Etude et de Conservation du Sperme), on en manque cruellement. Peut-il être sélectionné? Les CECOS se bornent à choisir des donneurs qui présentent des ressemblances avec le partenaire de la mère (grand blond ou petit brun), mais les USA connaissent une Banque de Sperme dite Prix Nobel. Doit-il être anonyme? Et qui désire qu'il le soit: lui-même ou le couple receveur? Certains pays jugent le secret fondamental (France), d'autres pas (RFA, Suède). L'enfant aura-t-il le droit alors de rechercher son père biologique? Le donneur pourra-t-il faire reconnaître sa paternité. La mère inséminée pourra-t-elle obliger le donneur à être le père légal?

Le partenaire de la femme inséminée a-t-il le droit de désavouer l'enfant né par IAD même quand il a donné son accord écrit pour cette insémination? Un Tribunal (Nice, 1976) en a jugé ainsi, donnant donc priorité à la paternité biologique sur la paternité sociale.

A l'inverse, la femme inséminée peut-elle se prévaloir de l'IAD pour retirer à son partenaire qui a accepté la paternité légale tout droit sur l'enfant quand elle le désire?

Doit-on inséminer des femmes seules? Aux USA, sans problème. En France, les médecins estiment qu'ils sortent là du domaine thérapeutique pour entrer dans celui des conventions personnelles et les centres officiels ne le font pas. Le problème est considéré comme plus grave encore si la femme est homosexuelle et refuse donc toute relation avec les hommes: le médecin se sent utilisé alors comme un instrument, un substitut sexuel. Accéder au désir de la femme, c'est se déposséder du pouvoir de décision médical.

On se fait aussi beaucoup de souci pour l'enfant à naître et son évolution programmée

UN PHENOMENE DE SOCIETE

Le Club Méditerranée

C'est à Djerba La Douce, en Tunisie, du 13 au 20 juin 85 que se déroulera ce forum «Nouvelles Naissances» en présence de spécialistes de la médecine et de la science. Nos membres pourront les questionner sur toutes les «formes» de naissance (embryons congelés, dons d'ovules, mères porteuses et ventres à louer...).

De grands thèmes y seront débattus:

- Pourquoi fabriquer des bébés tant que l'adoption est possible?
- La fécondation in vitro: traitement de la stérilité ou médecine du désir?
- La stérilité masculine et l'insémination artificielle, vers quelle paternité?
- Les nouvelles techniques pour la reconnaître: échographie, amniocentèse...
- Les nouvelles formes de naissances: la périderme, l'accouchement sous l'eau...
- La maternité-spectacle: la filiation et les rites de la naissance dans le monde...

Le Club Méditerranée, toujours attentif aux grands courants sociaux, ne pouvait rester indifférent à ce qui pourrait demain révolutionner la structure du couple et de l'enfant.

Les petites annonces de Libé

HABITANT PARIS, nous sommes un couple de fonctionnaires dont la stérilité féminine fut confirmée après bien des épreuves. Nous cherchons une jeune femme ou un jeune couple qui accepterait de porter un enfant pour nous. Annonce très sérieuse, discrétion de rigueur, réponse assurée. Précisez vos conditions. Ecrire au journal sous le n° E30601.

MERE PORTEUSE. Pour que leur rêve devienne réalité, un jeune couple, stérilité féminine, cherche une mère porteuse. Mlle Skoura, PR Neuilly Salons, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

COUPLE STERILE CHERCHE jeune femme pour porter grossesse à sa place. Française ou étrangère. Récompense. Ecrire au journal au n° E240101.

dans une famille incomplète, sans homme. Rappelons-nous quand même que le corps médical, et la société derrière lui, se faisaient beaucoup moins de souci pour l'enfant quand celui-ci résultait non du désir des femmes mais de celui des hommes qui les avaient séduites et abandonnées. Quel paradoxe que de brandir l'intérêt de l'enfant quand on refuse, avec ce même argument, à la fois l'interruption de grossesse d'une femme seule qui se trouve enceinte et l'insémination d'une femme seule qui voudrait l'être!...

Devons-nous pour autant favoriser cette famille réduite au couple mère-enfant, qui rétrécit encore la famille nucléaire dont nous nous plaignons aujourd'hui? Pourquoi être réticentes pour l'utilisation d'un procédé technique quand le procédé naturel est à la disposition de toutes?

La femme seule peut être aussi l'épouse d'un donneur décédé, soit que l'homme ait été donneur, soit (cas de Corinne Parpalaix en France) que l'homme ait demandé la conservation de son sperme, avant un traitement qui risque de le rendre stérile ou avant vasectomie. Certains s'opposent farouchement à cette utilisation post-mortem, d'autres non. La justice a admis le droit de C. Parpalaix à se faire inséminer, le fait que cela n'ait pas réussi ne change pas les données du problème. Une femme, pourra-t-elle faire rechercher le sperme de son mari donneur décédé?

Qui devient propriétaire du sperme d'un mort qui n'a pas exprimé le désir d'être donneur: le laboratoire, la famille? Doit-il être détruit?

On peut imaginer aussi une nouvelle forme de contraception masculine: les hommes demanderaient une conservation de leur sperme puis une vasectomie. Plus de risque d'enfant, mais le désir d'enfant pourrait toujours être satisfait.

Autre partenaire à prendre en compte dans l'IAD, l'épouse du donneur quand, comme en France, elle est censée donner son accord écrit pour le don de sperme de son mari. N'est-ce pas elle finalement qui donne le sperme à une autre femme? Pourrait-elle obtenir un divorce pour injure grave s'il le faisait sans son accord?

Posons aussi le problème de l'argent: il intervient au niveau du coût du sperme (frais ou en paillettes) et du coût des inséminations. Il en faut le plus souvent de six à douze, parfois beaucoup plus. En France, tout est gratuit, c'est-à-dire remboursé intégralement par la Sécurité Sociale si la stérilité du partenaire masculin est médicalement établie. Mais ce n'est pas pour autant que c'est gratuit pour la société. D'autre part, si l'on manque de sperme dans les hôpitaux publics, ce qui est le cas, des circuits parallèles et coûteux vont s'établir et il y aura spéculation. Des banques de sperme privées peuvent voir le jour, comme aux

Etats-Unis, avec les risques de sélection que cela comporte.

La FIVETE (Fécondation in Vitro et Transplantation d'embryon)

Cette méthode a un objectif bien défini: permettre de porter un enfant à des femmes qui ont des difficultés d'ovulation ou dont les trompes sont obstruées. On prélève donc l'ovule prêt à être fécondé de la femme et on opère la rencontre avec les spermatozoïdes du partenaire en éprouvette. On attend trois jours pour que l'œuf arrive au stade de huit cellules et on l'implante dans l'utérus. Tout ceci est beaucoup plus facile à dire qu'à faire et les enfants nés par cette méthode ne sont pas encore légion. On parle de 400, mais on connaît encore le nom de la première née, en Grande Bretagne, Louise Brown (1979). La première Française est née en 1982 et la première Belge en 1983.

Dans la pratique, la «récolte» des ovocytes est délicate et nécessite une opération par voie trans-abdominale et sous anesthésie générale, la coelioscopie. Cette opération est qualifiée de bénigne mais elle n'est pas sans risque et, très récemment, a été mise au point une méthode sous échographie et sous anesthésie locale moins traumatisante.

Pour augmenter les chances de fécondation, on amène les femmes à produire plusieurs ovocytes à la fois alors que normalement un seul arrive à maturité chaque mois. Les cinq ou six ovocytes obtenus sont fécondés et on en réimplante généralement trois, nombre qui semble donner les meilleures chances de réussite pour qu'un embryon s'implante. Les embryons surnuméraires peuvent être congelés en vue d'une implantation future si la première ne réussit pas.

La fécondation in vitro soulève peu de problèmes au niveau de la filiation lorsque, et c'est le cas le plus courant, la mère légale est aussi mère ovulaire et mère utérine et que le père légal est aussi père biologique.

Mais les ovocytes en surnombre peuvent aussi être «donnés» à une autre femme qui, elle, n'ovule pas pour être fécondés avec le sperme du partenaire de cette femme. Cela a été réalisé en Australie mais on s'est longtemps montré plus réticent en Europe. La VUB



Fra Angelico: L'annonciation - le géniteur inconnu

(Bruxelles) vient de lever ce tabou sur le don d'ovocyte en réalisant en 1985 ne FIVETE avec ovocyte donné et sperme donné, pour un couple totalement infertile. Cette première médicale est qualifiée «d'adoption prénatale» car l'embryon est totalement étranger au couple et se trouve adopté de facto par son implantation dans l'utérus de la femme qui en sera la mère sociale.

Au lieu de se faire in vitro, la fécondation peut d'ailleurs aussi être réalisée dans l'utérus par insémination artificielle: au bout de quelques jours, l'embryon sera détaché et réimplanté chez la femme stérile qui portera l'enfant à terme. C'est une méthode si délicate qu'elle ne semble pas avoir déjà été utilisée du moins avec succès. Dans ce cas, la femme fertile serait donc donneuse d'ovule mais aussi prêteuse d'utérus pour quelques jours.

Les embryons

Les problèmes fondamentaux générés par la fécondation in vitro sont relatifs à l'embryon:

son statut, les manipulations génétiques auxquelles il peut donner lieu. Avec le problème d'un statut de l'embryon, on pose un problème très similaire à celui de l'avortement: à partir de quel moment doit-on le reconnaître comme personne humaine et donc le protéger comme tel. La France (comme la RFA) garantit la protection de tout être humain dès sa conception (art. 1 de la Loi sur l'IVG de 1975), pourtant la notion d'infanticide ne s'applique que pour un enfant effectivement né: ainsi, des coups ayant entraîné l'avortement d'un fœtus de 8 mois n'ont valu à leur auteur qu'un procès en Correctionnelle et non aux Assises comme il aurait été de règle quand il y a mort d'une personne.

Le Dr. Escoffier-Lambiotte, dans un article du Monde de 1983, fait remarquer que «le tabou de l'infanticide, qui date de l'ère chrétienne et est géographiquement lié à sa civilisation, est devenu -avec la reconnaissance du droit à l'avortement si tardif soit-il- celui de l'invisible». Ainsi, les femmes atteintes de toxoplasmose peuvent-

elles avorter pour raisons médicales à tout moment de leur grossesse et pourtant cinq pour cent seulement des fœtus seront atteints. Pourquoi ne pas éliminer seulement les nouveau-nés malformés plutôt que la totalité des fœtus qui courent un risque?

Si l'embryon est un être vivant, a-t-il une personnalité juridique? En France, l'enfant seulement conçu a bien cette personnalité juridique (par exemple, un droit à l'héritage) mais à la condition qu'il naisse effectivement vivant et ne soit pas mort-né. Le problème se pose en Australie pour des embryons congelés, résultats d'une FIV réalisée pour un couple très riche et décédé ensuite dans un accident d'avion. Ces embryons seraient-ils les héritiers du couple? Peut-on les réimplanter? Qui en est propriétaire: les héritiers actuels du couple décédé? Le laboratoire qui a réalisé la FIV? Personne?

A l'heure actuelle, on refuse les implantations d'embryons congelés, selon un concept de filiation biologique. Jusqu'à quand? Pourquoi?

C'est avec cette méthode que les possibilités (ou les risques) d'eugénisme sont les plus grands. En effet, l'embryon peut être génétiquement étudié et n'être implanté que s'il est jugé satisfaisant. On peut même pour plus de rentabilité le scinder et en étudier une partie. Les deux parties seront exactement les mêmes et pourront servir à deux implantations successives, donnant naissance à deux êtres parfaitement identiques.

Quelques questions que l'on peut se poser:

- S'il s'agit de traitements médicaux pour pallier des stérilités, quelles règles va-t-on poser pour les dons d'ovules ou les dons d'embryons?
- Un circuit marchand va-t-il se créer, officiellement ou non? Y aura-t-il des Banques d'embryons? Pourra-t-on y choisir des embryons bien étiquetés génétiquement?

Les mères porteuses ou location d'utérus...

C'est la technique à utiliser si une femme ne peut pas mener à bien une grossesse, et en gé-



Fra Angelico: la fuite en Egypte - Le père social

néral, elle ne peut pas non plus produire d'ovule. Dans ces cas-là, on peut penser que c'est l'homme surtout qui est demandeur d'un enfant de lui, pour sauver son sperme, son nom, son héritage et que sa partenaire va se plier à son désir. Elle peut toutefois préférer cette solution: avoir un enfant de lui sans adultère...

Le cas le plus simple et le plus connu en Europe de mère porteuse est celui des jumelles de la Grande Motte: comme les deux sœurs étaient jumelles, leur patrimoine génétique était le même et l'argent n'est pas intervenu. Une femme a fait cadeau d'un bébé à sa sœur.

Mais les mères porteuses rémunérées ont fait leur apparition aux USA dès 1980 puis en Grande-Bretagne en 1984 où l'affaire «Baby Cotton» a fait beaucoup de bruit et en France en 1985 où celle de Patricia n'en a pas fait moins. Une centaine d'enfants seraient déjà nés de mères porteuses dans le

monde et plusieurs grossesses seraient en cours en France.

Pourtant, du point de vue juridique, rien n'est simple. En France, la mère porteuse doit accoucher anonymement, sous X. Le père biologique déclare l'enfant et devient père légal, mais la partenaire stérile doit tenter une procédure d'adoption pour devenir mère légale, ce qui ne pose pas trop de problèmes si elle est effectivement l'épouse légitime du père mais qui en pose beaucoup plus si elle ne l'est pas car les conditions à réunir pour qu'une femme seule puisse adopter sont assez draconiennes (âge, ressources,...).

Tant qu'on reste dans le domaine du cadeau, du service, on ne voit pas très bien comment le législateur pourrait intervenir. Mais les choses se compliquent si l'on passe dans le domaine du service marchand, car la marchandise dans ce cas c'est l'enfant et le commerce des êtres humains est unanimement condamné par toutes

les législations et toutes les morales. Tout contrat par lequel une femme s'engage à remettre l'enfant dont elle va accoucher à tel couple ou à telle personne est donc parfaitement nul. Si la mère porteuse désire garder l'enfant, rien ne peut l'en empêcher. Elle peut même tenter une action pénale contre ceux qui l'auraient poussée à abandonner son enfant. Il n'y a donc aucune protection juridique possible pour les parents qui louent les services d'une mère-porteuse.

Que faut-il penser d'une mère porteuse? Est-ce seulement une femme qui rend service à une autre femme, mais qui fait payer ce service parce qu'il comporte pour elle un certain nombre de servitudes: se soumettre à des inséminations artificielles avec le sperme du mari de cette femme, donc normalement se priver de relations sexuelles personnelles durant le temps nécessaire à ces inséminations; supporter les fatigues et les risques d'une grossesse et d'un accouchement; se sou-

mettre aux examens médicaux que cela comporte; disposer de vêtements de grossesse. En plus du coût réel des services médicaux ou matériels qui sont normalement à la charge de tous les futurs parents, s'ajoute donc le coût de la «location d'utérus».

Beaucoup parlent d'une forme nouvelle de la prostitution: une femme prête son corps pour un temps déterminé moyennant rémunération. Kate Millett n'y voit qu'un contrat de travail (Elle, 4.2.1985) car le travailleur aussi prête son corps.

Qui paye ce travail? Normalement, les parents qui «commandent» l'enfant, donc les riches seulement. Si l'évolution des mentalités permet que cette méthode devienne courante, les pauvres crieront bien vite à l'injustice sociale et demanderont à bénéficier aussi et gratuitement de cette technique thérapeutique de l'infertilité de la femme. Il faudra donc poser des règles, établir un salaire officiel de la mère-porteuse qui serait remboursable comme les IAD actuellement. A ce moment-là, pourquoi des femmes accepteraient-elles de faire gratuitement ce qui est rémunéré ailleurs: on retrouverait un problème du même ordre que celui du travail ménager, rémunéré quand il est fait par une personne extérieure, non rémunéré quand il est effectué au sein de la famille. A quand la maternité service public? A quel coût?

Si l'aspect rémunération prend le pas sur la notion de service rendu, de nombreuses femmes risquent d'être attirées par le métier de mère-porteuse, ou d'y être contraintes faute d'en trouver un meilleur par manque de qualification. Les femmes seraient renvoyées ainsi à leur fonction de reproduction et éloignées encore plus sûrement d'une formation valable et du marché du travail. Croyons-nous que c'est leur intérêt? Il y a certainement là un risque grave d'exploitation des plus pauvres et des plus démunies parmi les femmes: pensons en particulier à celles du Tiers-Monde...

Comme tout marché, celui des mères-porteuses a déjà donné lieu à la création d'associations ou d'agences destinées à mettre en rapport les parents demandeurs et les femmes candidates. Il semble que ce soit un commerce tout à fait lucratif,

aux USA en tout cas où les parents verseraient de 25 à 30.000 \$, les porteuses ne recevant que la moitié de la somme. En Europe, les prix sont plus démocratiques mais il existe déjà deux associations concurrentes en France. Plus encore que les mères-porteuses, ces organisations devraient être poursuivies pour trafic d'êtres humains. Or elles ne le sont pas.

Faut-il les interdire? Dans ce cas, il faudrait créer des organismes officiels pour permettre que l'offre et la demande se rencontrent mais ce serait encourager une méthode que pour le moment on préfère voir rester marginale. Toutefois, la question est posée: logique du profit ou institutionnalisation?

Du domaine de la mère-

porteuse comme palliatif d'une stérilité féminine, passons à celui de la mère-porteuse pour convenance personnelle. Une jeune femme, tout à fait normalement constituée, peut n'avoir aucune envie de porter un bébé, par souci de sa beauté ou pour ne pas compromettre sa carrière. Dans ce cas, elle fait procéder à une FIV avec un ovule à elle et le sperme de son partenaire et on réimplante l'embryon dans une mère-porteuse. Il y aurait même là un nouveau service que pourraient rendre les grand-mères, car rien n'interdit de faire porter un enfant par une femme ménopausée si elle subit un traitement hormonal convenable. Ainsi, les jeunes femmes libérées de la reproduction seraient-elles plus libres pour la production, ou la conduite de la société.

Informé, s'informer

Nous avons fait un tour rapide des problèmes posés, nous sommes loin de les avoir même tous analysés.

La seule conclusion claire à laquelle nous ayons abouti, c'est qu'à l'heure actuelle rien de définitif nulle part n'est joué. Ce sont des faits concrets, réels, qui amènent à la réflexion. Tout est en train de se faire et ce que nous constatons c'est que cela se fait sans les femmes, sans leur participation à part égale dans tous les domaines de la recherche. C'est consternant. Les femmes ne contribuent pas, ou peu, à l'élaboration des idées. Elles ne bénéficient pas de l'apport ni du support d'une recherche en commun. Cela se passe à un autre niveau, qui les dépasse apparemment, celui

des Etats et des Institutions, politiques, juridiques, médicales, philosophiques, religieuses ou autres, où elles sont peu représentées ou totalement absentes.

Il nous semble que nous ne devons pas accepter cette situation. Il nous semble qu'il est important que les femmes se sensibilisent et se mobilisent pour montrer leur intérêt, signifier par leur participation à un débat d'idées qu'elles entendent bien ne pas être exclues, en tant que groupe social, de toute manifestation de leurs points de vue. C'est pour favoriser cette prise de conscience que l'Université des Femmes remet la question à son programme de cette année.

Geneviève Simon

Bibliographie



quand même le livre à lire pour avoir la meilleure idée de l'étendue de la question. Son plus grand défaut à mon avis: il est paru au début de l'année 1984, avant que n'éclate véritablement le débat public, et il ne peut donc prendre en compte tout ce qui s'est passé ou ce qui s'est dit depuis.

DES ENFANTS... COMMENT? Les techniques artificielles de reproduction. THIBAUT Odette, Ed. Chronique Sociale, 1984, 104 p.

Odette Thibault, biologiste, a écrit un petit livre éminemment clair de vulgarisation. Elle traite en scientifique de la reproduction, de la fécondation, des stérilités, des nouvelles techniques de reproduction humaine et de leurs indications médicales. Mais elle n'oublie pas «les problèmes médicaux, juridiques, psychologiques et éthiques» (chap. 10) et elle prend des positions. La maternité sociale lui paraît plus importante que la maternité biologique. Elle s'étonne qu'on prenne tant de précautions vis-à-vis des maternités technologiques, techniques de vie, alors qu'on en prend si peu vis-à-vis des maternités naturelles ou des techniques de mort. Elle conteste les Comités d'Ethique et plaide pour la liberté de la recherche, neutre et bonne dans son principe sinon dans ses applications. Elle prône une régulation qualitative des nais-

sances qui n'a rien à voir avec l'eugénisme à des fins raciales.

L'ENFANT A TOUT PRIX, essai sur la médicalisation du lien de filiation, DELAISI DE PARSEVAL Geneviève et JANAUD Alain, Seuil, 1983, 287 p.

Du fait qu'il est rédigé en majeure partie par une psychanalyste ce livre donne beaucoup d'importance aux aspects psychologiques qui entourent les problèmes de stérilité et le recours aux moyens de procréation assistée. Tous les problèmes sont abordés mais l'insémination artificielle avec donneur a une place prépondérante, envisagée sous ses aspects techniques mais surtout sous l'angle des différents intervenants. Ce qui fait la particularité de ce livre c'est que G. Delaisi de Parseval récuse cette médicalisation de la procréation, qui est un phénomène récent, et considère qu'il serait préférable de revenir à des solutions socialisées de la filiation qui ont toujours été trouvées par toutes les sociétés moins scientifiques que la nôtre pour pallier le manque d'enfant. Certaines des suggestions qu'elle fait ne manquent pas de surprendre, mais faut-il pour autant les évacuer sans examen? Elle conteste aussi que les religions, si bien représentées dans les Comités d'Ethique, soient capables de répondre aux problèmes éthiques de la procréation car, pour

LES ENFANTS DE LA SCIENCE, CLARKE Robert, Stock, 1984, 275 p.

C'est le livre le plus clair et le plus complet, œuvre d'un journaliste (au Matin), d'un homme de vulgarisation, pas d'un spécialiste. Il traite avec ordre et méthode tous les problèmes. Il

abonde en renseignements de tous ordres et en prises de position diverses. On peut recharger un peu quand il consacre trois pages à la stérilité masculine et trois lignes à la stérilité féminine, ou noter en passant que les mères-porteuses lui font froid dans le dos. C'est

elle, il s'agit de problèmes de société auxquels seule la société pourra répondre en mesurant les enjeux culturels (filialité), économiques (coût social), et moraux (intérêts des personnes concernées, en particulier l'enfant) qui seront mis en évidence.

L'INSEMINATION ARTIFICIELLE HUMAINE

un nouveau mode de filiation, DAVID Didier et Collectif, Ed. ESF, 1984, 151 p. Trois femmes (Marie-Odile Alnot, biologiste, Gabrielle Ségur-Sémenov, pédo-psychiatre, Catherine Labrusse, juriste) ont participé à l'élaboration de cet ouvrage avec Philippe Grenet, gynécologue, sous la direction de Didier David, psychiatre. L'insémination artificielle y est analysée sous tous ses aspects: historiques, techniques, juridiques, éthiques et psychologiques. Très intéressant, très clair et très complet.

ASPECTS PSYCHOLOGIQUES DE L'INSEMINATION ARTIFICIELLE, MANUEL Christine et CZYBA JC, SIMEP, Lyon 1983.

DE L'EPROUVETTE AU BEBE-SPECTACLE, TESTART

Jacques, Ed. Complexe, Collection Le Genre Humain, 1984, 126 p. Jacques Testart, biologiste, a mené les recherches sur la fécondation in vitro qui ont conduit à la naissance du premier bébé-éprouvette en France. Il relate son itinéraire professionnel, les difficultés, les contraintes et les joies de son travail. Il donne des détails sur sa méthode, les cas auxquels elle s'applique, les résultats obtenus. Il envisage les problèmes éthiques que la FIV ou ses prolongements peuvent induire: fécondation de femmes seules et homosexuelles, grossesses masculines, génie génétique, eugénisme, banques de réserves tissulaires. Il analyse les problèmes de société qui risquent de se produire si le taux de réussite de la méthode s'accroît et s'interroge sur le rôle du chercheur.

LE DEFI GENETIQUE

manipulations, diagnostics précoces, insémination, contraception, MORETTI Jean-Marie et DINECHIN Olivier de, Ed. Le Centurion, 1982, 160 p.

Les auteurs sont tous deux jésuites. J.M. Moretti est aussi biochimiste et O. de Dinechin est professeur de théologie morale. Leur ouvrage est divisé en quatre parties: le génie génétique, les malformations congénitales, l'insémination artificielle et la contraception. Chaque partie comporte deux

volets, l'un qui expose les données biologiques et l'autre qui se situe sur le plan éthique. Pour ces chrétiens, l'enseignement de l'Eglise dans les domaines de l'éthique n'est pas seulement une collection de «tabous», c'est-à-dire d'interdits moraux sans raisons, il fournit des axes de références pour porter des jugements sur l'existence humaine, la valeur de la vie, de la personne, du corps. Les prises de position ne sont naturellement pas neutres mais on est loin du sectarisme aveugle et les points de vue extérieurs ne sont pas balayés au nom de la pure doctrine. Très intéressant et très clair.

Actes du Colloque GENETIQUE, PROCREATION ET DROIT, Actes Sud, Diffusion PUF, 1985, 570 p.

C'est une brique, mais quelle brique! Ça fuse dans tous les sens et c'est franco-français en diable. Ce Colloque pluridisciplinaire a été réuni à Paris en janvier 1985, à l'instigation du Ministre de la Justice Robert Badinter, dans le but d'éclairer le gouvernement sur les positions que pourrait soutenir la France dans les instances internationales où sont abordées ces questions et sur les dispositions qu'il serait judicieux de prendre ou de ne pas prendre dans le pays lui-même. Les participants, tous du plus haut niveau dans leur spécialité (juristes, médecins, biologistes, psychiatres, sociologues, théologiens...), se devaient d'exposer leur propre point de vue, n'engageant qu'eux-mêmes mais étayé sur leurs connaissances et leur expérience. Cela donne des textes magnifiques sur des thèmes bien précis, que les interventions bousculent et rendent très vivants. L'ensemble est d'une grande richesse intellectuelle mais défie l'analyse car toutes les questions s'enchevêtrent. Le système des contributions a permis à des féministes, qui n'étaient pas invitées comme participantes, de manifester un peu en marge leur point de vue (Laurence Gavarini, Odette Thibault, Anne-Marie de Vilaine).

LA FAMILLE ARTIFICIELLE

réflexions sur l'insémination artificielle par donneur, SNOWDEN R. et MITCHELL G.D., Ed. Anthropos, 1984, 169 p. Le texte original anglais doit dater de 1980, mais l'expérience de l'insémination artificielle en Grande Bretagne était déjà longue et les auteurs font état de nombreux témoignages. L'aspect le plus intéressant du



livre pour nous est de faire apparaître certaines différences de conceptions avec ce qu'on lit dans les textes français. Par exemple en ce qui concerne le droit de la paternité (le donneur pourrait être contraint de se voir reconnu comme père des enfants nés de lui par insémination artificielle) et la notion du secret du mode de procréation qu'il serait fondamental de garder vis-à-vis des enfants nés par IAD. (Bibliographie anglophone).

HORS DE LA BULLE, Prof. TOURAINE Jean-Louis, Flammarion, 1985, 242 p.

Jean-Louis Touraine, médecin des hôpitaux de Lyon, est un pionnier de la technique des greffes de tissus foetaux. Par des cas vécus dans son service, il montre que seules ces greffes peuvent sauver la vie d'enfants menacés d'une mort certaine. Quant aux recherches sur les tissus foetaux, elles sont porteuses d'espoirs immenses. Mais curieusement, il devient de plus en plus difficile d'obtenir les embryons morts nécessaires et des enfants meurent que l'on aurait pu traiter. Les résistances que rencontre J.L. Touraine lui semblent anachroniques. Il les expose, il les réfute. Qu'est-ce qu'un embryon? Où commence la vie, la personne humaine? Il propose des règles éthiques, il demande des dispositions légales. L'embryon lui semble si précieux que pour mieux le protéger, les grossesses auront intérêt dans l'avenir à se dérouler hors de l'utérus féminin...

LE DESTIN DE MONIQUE, BRETECHER Claire, édité par l'auteur, 1983, 70 p.

Claire Brétécher, dans ses B.D., a l'art de mettre le doigt sur les phénomènes de société: mères porteuses, embryons congelés, manipulations génétiques, comités d'éthique, fric et trafics, embryons humains menés à terme par une vache ou réimplantés chez une femme ménopausée... Tout y est, Claire Brétécher ne se prive de rien. Ne vous privez surtout pas du plaisir de la lire, votre réflexion en sera enrichie.

LA RAGE DE DONNER LA VIE, Dr. DAJOUX Roland, Ed. Encre, 1985, 230 p.

Roland DAJOUX, gynécologue, est un proche collaborateur de Sacha Geller, fondateur de la première banque privée de sperme de France (Marseille). Avec lui, il a créé l'Association Mères d'Accueil, dans le but de pratiquer les «locations d'utérus». Il se raconte dans un livre brouillon et confus, mêlant judaïsme, franc-maçonnerie et difficultés personnelles. Mais il raconte aussi ses luttes pour l'insémination post-mortem et pour les «mères d'accueil». Il relate les débats qui ont entouré l'aventure de Patricia, première mère d'accueil rémunérée en France.

Du même auteur: INSEMINATION, L'ESPOIR. Médiprint, 1979, 207 p. (mécanisme de la fécondation, indications des fertilisations médicales, résultats obtenus, aspects psychologiques et éthiques).

L'ENFANT DERRIERE LA VITRE, GRANGE Dominique, Ed. Encre, 1985, 235 p.

Le témoignage d'une femme, parisienne, journaliste et auteur de scénarios, un peu branchée, de gauche, en analyse... qui se lance dans l'aventure de la fécondation in vitro. La FIV telle qu'elle est vécue: un champ de bataille! Les malheureuses combattantes, unies sur le front de la stérilité, subissent l'assaut des techniques médicales destinées à vaincre le grand ennemi: l'absence d'enfant à soi. Mais à quel prix d'angoisse et de petits malheurs pour elle et pour leurs partenaires! Jusqu'où faut-il aller dans l'acharnement, ne faut-il pas un jour briser soi-même l'engrenage de la médicalisation et trouver d'autres solutions?

UN ACTE D'AMOUR, LIBAUDIERE Monique et Guy, La Table Ronde, 1984, 324 p.

(Témoignage d'un couple de Français ayant eu un bébé par une mère de substitution américaine en 1982).

BELGIQUE

L'INSEMINATION ARTIFICIELLE (28 p.)

Dossier CEDIF (janvier 1983) rue du Trône 51, 1050 Bruxelles, tél. 02/512.21.21

PROBLEMES BIO-ETHIQUES (75 p.)

(avortement, euthanasie, manipulations, eugénisme) Dossier de l'Aide Sociale (mai-juin 1985, 1985/51) rue des Riches Claires 3, 1000 Bruxelles, tél. 02/511.46.67

BIO-ETHIQUE DE LA FECON-DATION IN VITRO (55 p. dont 15 en anglais)

N° 8/1983 Société Belge d'Ethique et de Morale Médicale rue Froissart 38, 1040 Bruxelles, tél. 02/230.49.80

LES MANIPULATIONS GENETIQUES (8 p.)

Actual-Quarto n° 13, 17.12.1981 APEDAC, 6280 Gerpinnes, tél. 071/21.61.53 (fiches destinées à l'enseignement)

SEMINAIRE «MEDECINE ET PROCREATION»

Centre d'Etudes Bioéthiques UCL 43/4534, Promenade de l'Alma 51, 1200 Bruxelles, tél. 02/764.43.30

Le Centre a constitué une douzaine de dossiers regroupant des articles parus dans différentes revues (en français, anglais ou néerlandais), pour servir de base aux travaux du séminaire (années 1983 à 1985).

REVUES

LE DEBAT (Gallimard, Paris)

Mai 1983, n° 25

Dossier Bio-Ethique

Jean-Louis Funck-Brentano: la Bio-éthique, science de la morale médicale (24 p.)

François A. Isambert: Aux sources de la bio-éthique (17 p.)

Septembre 1985, n° 36

Le Droit, la médecine et la vie (38 p.)

Robert Badinter: Les droits de l'homme face aux progrès de la médecine, de la biologie et de la biochimie.

... et Lecture faite

Etienne Baulieu: des progrès mal entendus.

Antoine Danchin: Nature ou Culture.

Olivier de Dinechin: Le fait et le Droit.

Françoise Héritier-Augé: L'individu, le biologique et le social.

Paul Yonnet: Mère porteuse, père écarté.

AUTREMENT

(rue d'Enghien 4, 75010 Paris)

n° 72, septembre 1985

Objectif Bébé. Une nouvelle science: la bébologie (240 p.)

LES TEMPS MODERNES (Paris)

Janvier 1985, n° 462

Françoise Laborie: Ceci est une éthique.

Bons dos? Bon ventre? les mères porteuses (41 p.)

Février 1985, n° 463

Françoise Laborie: Ceci est une éthique (II)

Des mères porteuses encore... (26 p.)

PROSPECTIVE ET SANTE

(rue Alfred de Vigny 9, 75008 Paris)

n° 31, Automne 1984

Ethique et innovation médicale (120 p.)

dont: Marie-L. Revillard: Ethique, Droit et procréation

PSYCHANALYSE A L'UNIVERSITE

(rue de Santeuil 13, 75231 Paris Cedex 05)

n° 13, décembre 1978

Monique Bydlowski: Les enfants du désir: le désir d'enfant dans sa relation à l'inconscient (34 p.)

CAHIERS DU FEMINISME

(PEC, rue Richard Lenoir 2, 93108 Montreuil, Paris)

n° 30, Hiver 1984-85

Bébés sur ordonnance

L'HOMME

94, 25(2), 1985: 5-22

Françoise Héritier-Augé: La cuisse de Jupiter. Réflexions sur les nouveaux modes de procréation.

LA RECHERCHE

(rue de Seine 57, 75006 Paris)

n° 81 Variation génétique et évolution

n° 87 Génétique et réductionnisme

n° 98 Les biologistes vont-ils prendre le pouvoir?

n° 110 Le génie génétique

n° 130, février 1982

Jacques Testart: La fécondation externe de l'œuf humain (13 p.)

n° 155, mai 1984

Pierre Thuillier: La tentation de l'eugénisme.

ETUDES

(rue d'Assas 14, 75006 Paris)

Décembre 1979

Jean-Marie Moretti, SJ: Insémination artificielle, remède à la stérilité (9 p.)

Novembre 1982

Patrick Verspieren, SJ: L'aventure de la fécondation in vitro (14 p.)

Mai 1983

François A. Isambert: De la bio-éthique aux Comités d'Ethique (13 p.)

Jean-Marie Moretti, SJ: Dix ans de génie génétique

Juillet-Août 1984

Patrick Verspieren, SJ: Prélèvements de tissus fœtaux (4 p.)

Novembre 1984

Patrick Verspieren, SJ: Mères de substitution, l'alibi de la génésité (4 p.)

Décembre 1984

Jean-Marie Moretti, SJ: Procréation: Nouvelles Techniques (9 p.)

Gérard Cornu: Faillite de la famille, faillite de la loi (un regard sur le droit de la famille 1964-1984) (8 p.)

Philippe Julien: Qu'est-ce qu'un père (10 p.)

PROJET (rue d'Assas 14, 75006 Paris)

N° 195 septembre-octobre 1985

Numéro spécial

Vers la «procréatique» (172 p)

Fécondation et Embryologie

Humaines

Rapport Warnock (traduction)

1985

Documentation française

Quai Voltaire 29/31

75340 Paris Cedex 07

En Anglais

TEST TUBE WOMEN

What future for motherhood?

Edited by ARDITTI Rita,

DUELLI KLEIN Renate and MIDEN Shelley

PANDORA PRESS

39 Store Street

LONDON WC1E 7DD

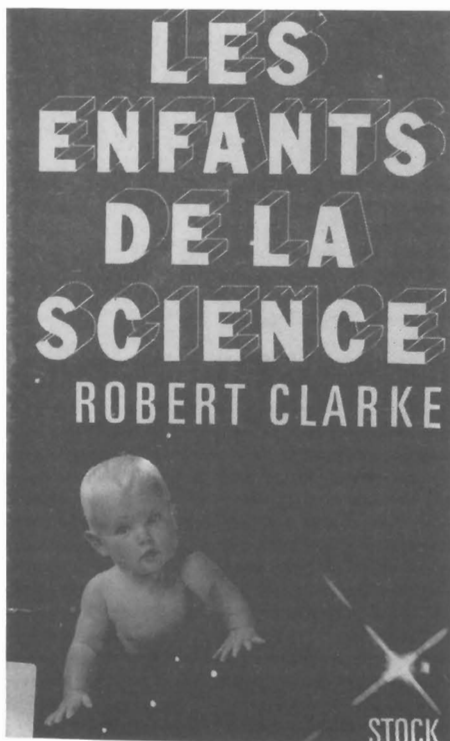
THE MOTHER MACHINE

by COREA Gena

HARPER & ROW

10 East, 53rd Road

NEW YORK, N.Y. 10022





En effet, si les jardins d'enfants ont été ouverts pour permettre aux travailleuses (1) de trouver une solution pour la garde de leurs enfants, depuis plus d'un quart de siècle la scolarisation précoce est apparue comme une socialisation bénéfique à l'épanouissement des enfants et il est rare aujourd'hui qu'un enfant de trois ans reste dans les jupes de sa mère.

Cette scolarisation était complétée par des garderies gratuites avant les activités scolaires (7 h 30 à 8 h 30), pendant l'heure du midi et de 16 h à 18 h le soir, la première heure sous forme d'«étude» pendant laquelle les écoliers faisaient leurs devoirs, la deuxième sous forme de surveillance.

Bref, et pour résumer, notre système scolaire permettait aux couples de travailleurs comme aux travailleuses ayant seules la garde des enfants, de poursuivre, pour autant que l'enfant ait trois ans, leurs activités professionnelles sans frais supplémentaires.

Petite compensation, nous semblait-il, de la participation des travailleuses à la sécurité sociale et à l'impôt, et des conjoints au cumul fiscal des époux. Ajoutons encore que l'étude, ouverte à tous les enfants, permettait aux écoliers d'être aidés pour leurs «devoirs» par une personne compétente au plus grand profit des enfants d'immigrés notamment.

Ce texte à l'imparfait? Pourquoi? Aurait-on supprimé ces possibilités? Non. Elles existent toujours... seulement, de gratuites elles sont devenues payantes... dans les communes trop pauvres (paraît-il) et contraintes par l'Etat d'équilibrer leur budget. Celles-ci ne peuvent plus s'offrir le luxe (disent-elles) de suppléer au gain-horaire ridiculement bas (2) de ces prestations. Payantes? Oh,

seulement 20 FB par jour, à peine 100 FB par semaine, même pas 500 FB par mois et par enfant, le double évidemment pour deux enfants, le triple pour... Dans la pratique, que voit-on?

Que seules les familles où les deux parents travaillent ou les familles mono-parentales utilisent encore ce service.

Mais oui, vous avez compris, c'est exactement ça! Une nouvelle discrimination qu'on a l'hypocrisie d'appeler indirecte et qui touche directement les travailleuses. Diminuer «leur salaire» (3) déjà en moyenne le plus bas de quelque 500, 1.000, 1.500 FB par mois, n'est-ce pas les renvoyer lentement, mais sûrement, au foyer?

Ah, mais madame, c'est la crise pour tout le monde!

Moi, ça me pose des questions.

L'Etat exploiteur

Comment est-il possible de proposer du travail à un tarif aussi bas (2)? L'Etat a-t-il le droit de «maquereauter» ses employés? Le syndicat des enseignants est-il si faible qu'il ne peut régler cette situation ridicule?

L'Etat généreux

Par contre, l'Etat se montre parfois superbement généreux. Je pense aux activités gratuites pour adultes telles que les cours de dessin, peinture, sculpture dans des académies, les cours de langues étrangères... Fréquentés par des personnes qui ont généralement des revenus, il ne serait pas tellement anormal de leur demander une participation aux frais. Non pas que j'y tiennne (j'en profite moi-même) mais je pense qu'entre deux ponctions il faut choisir la plus juste.

Les bonnes mères

Certaines femmes au foyer ont fait des études longues et coûteuses. En n'utilisant pas ce savoir reçu, elles ne restituent pas à la société l'investissement qu'elle leur a avancé et... aujourd'hui, elles récupèrent

en plus, indirectement, 500 FB par enfant et par mois (4).

Pourtant, selon d'idéologie dominante, ce sont elles les bonnes mères. D'autant meilleures qu'elle n'ont pas besoin d'utiliser l'«étude» pour aider leurs enfants à faire leurs devoirs.

Ainsi les femmes immigrées seraient de moins bonnes mères.

Et les travailleuses? Des culpabilisées qui participent à la sécurité sociale, l'imposition, la solidarité à la crise et... aux frais de garde des enfants. Vingt francs aujourd'hui, combien demain (5)?

Sexe et classe

Cette question me conduit à cette autre: comment se fait-il que les travailleurs dont les conjoints travaillent ne soient pas plus proches de nous dans nos revendications pour le dé-cumul des impôts, la gratuité des crèches et des garderies, l'égalité dans les salaires et dans les promotions? La solidarité à l'appartenance de sexe serait-elle à ce point plus prégnante que la solidarité à l'appartenance de classe? Existerait-il dans tout homme un rêve de femme au foyer? Ou, grâce à l'image de la femme ménagère persistant comme la norme, peuvent-ils échapper au partage des tâches domestiques quand leur conjointe travaille?

Un enfant si tu peux

Enfin, je crois que le fait d'introduire peu à peu des frais pour l'éducation scolaire des enfants marque un tournant vers une autre normalisation, celle de l'enfant désiré, donc celui pour qui il est normal qu'on se prive. Pour ma part, je pense que «les nouvelles maternités», réponse à la stérilité et au désir d'enfant, ne font que renforcer cette tendance.

Après le temps de «un enfant quand je veux, si je veux» vient celui de «un enfant quand je peux, si je peux» (me le payer), passant ainsi du self-control au contrôle social.

Fanny Filosof

Il fut un temps où, avec une certaine fierté, nous pouvions affirmer, lors de nos échanges avec les féministes voisines et lointaines, qu'en Belgique, sur certains points (crèches, garderies, jardins d'enfants), la situation sociale des femmes et particulièrement des travailleuses était meilleure qu'en d'autres pays.

Bien sûr, nous nous sommes toujours indignées, et à juste titre, du prix et de la qualité des crèches et des pré-garderies (pour les enfants de 0 à 3 ans) et il me revient un sketch joué par l'une de nous (moi) à une de nos Journées des Femmes où une femme enceinte apparaissait à plusieurs reprises, le ventre chaque fois plus rond et plus lourd, piqué d'une pancarte comme on en met au marché dans les mottes de beurre, indiquant l'état de sa grossesse: 8, 12, 25, 32 mois, puis expliquant que sa solution serait d'accoucher à 36 mois: ainsi elle échapperait aux problèmes de trouver une place dans une crèche et à la dépense pour la payer puisque, à partir de 3 ans, la garde des enfants était gratuite.

(1) Ne faudrait-il pas prendre l'habitude de dire: aux couples de travailleurs? En insistant nous-mêmes sur «garde d'enfants = problème des travailleuses» ne renforçons-nous pas la relation femme-enfants dans le sens femme responsable de l'enfant? Par contre, peut-on échapper à la réalité qui indique que de plus en plus de mères élèvent seules leurs enfants? (augmentation des séparations et divorces, mères célibataires).

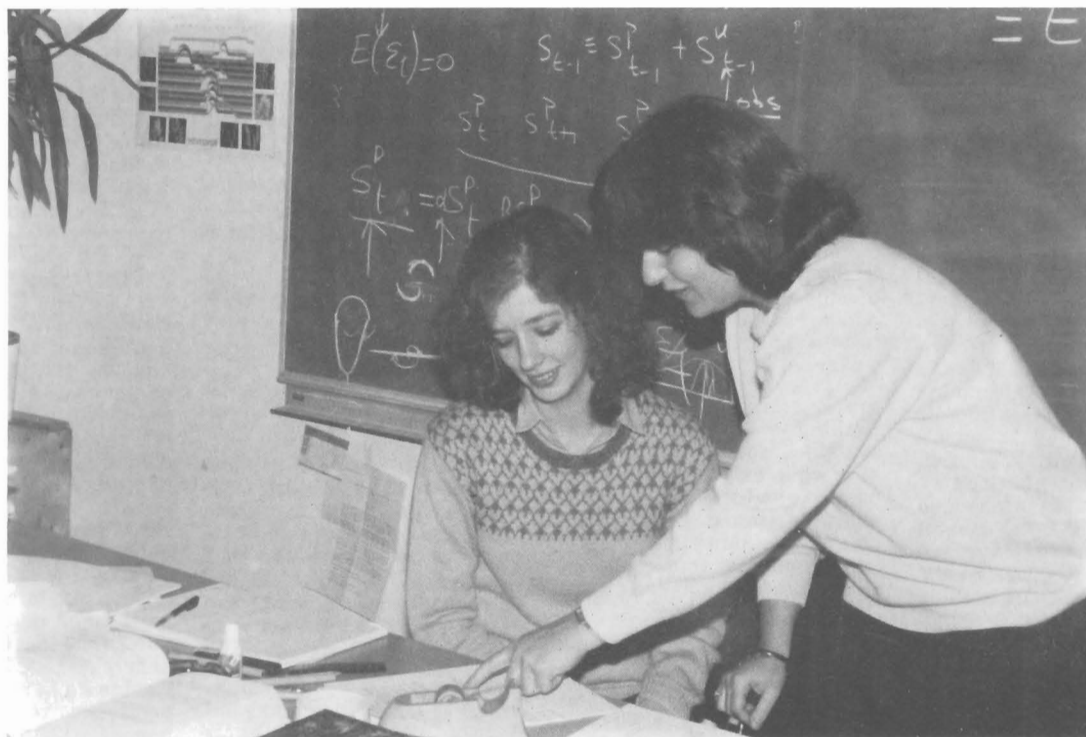
(2) La surveillance du temps de midi dans l'enseignement maternel et primaire est réglée par l'arrêté royal du 10 mars 1977. Les membres du personnel reçoivent 125 FB de l'heure lorsqu'ils possèdent un diplôme pédagogique et 94 FB dans le cas contraire (extrait du Soir du 20 septembre 1985).

(3) Voir Chronique Féministe n° 15 «Les femmes du Divorce... son mari a réussi à lui prouver que son salaire servait essentiellement à couvrir les frais inhérents au fait que les deux conjoints travaillent».

(4) Certaines femmes, par leur appartenance de classe, font des études sérieuses puis, par leur appartenance de sexe, cèdent ce savoir aux hommes (prestige) et aux enfants (bonne éducation) de cette même classe... alors que des travailleurs(ses) de 18 ans ont payé leur écot pour que ces femmes puissent poursuivre leurs études. Pas très moral, non?

(5) Ceci pourrait sembler une guerre «du sexe» entre travailleuses et femmes au foyer. Ce qui n'est pas le cas, ne fût-ce que parce que nous aurions peut-être fait nous-mêmes, dans d'autres circonstances, d'autres choix. Puis-je affirmer que je n'aurais pas été femme au foyer si mon salaire n'avait pas été nécessaire? N'ai-je pas trié dans mes activités professionnelles pour ne garder que celles qui, vu l'horaire, me rapprochaient le plus d'une mère au foyer?

Recherche à quatre mains



Laurence BROZE et Ariane SZAFARZ sont assistantes à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Economiques de l'ULB.

Elles sont des jeunes mathématiciennes (25 et 27 ans). Leur recherche relève de l'économétrie, c'est-à-dire de l'étude de méthodes statistiques propres au traitement des données économiques. Elles partagent un bureau au Centre d'Economie Mathématique et d'Econométrie de l'ULB, où elles nous ont reçues. Leur bureau annonce la couleur: poster féministe et affiche de «Autant en emporte le vent» font bon ménage avec les ouvrages scientifiques, le tout dans un désordre indescriptible.

Chronique: J'observe que, contrairement à l'habitude, vous vous êtes installées face à face dans votre bureau, cela relève-t-il d'une volonté particulière?

LB et AS: Oui!

LB: En fait, nous travaillons en collaboration complète sur le même sujet de recherche et, dans ce cadre, nous sommes en dialogue permanent.

AS: Ça ne veut pas dire que nous écrivons ou que nous calculons en même temps la même chose, mais que nous confrontons à tout moment nos idées et nos résultats. Bien entendu, nous avons chacune nos préférences et nous nous répartissons le boulot en conséquence.

LB: Ce qui est gai, c'est que nous sommes complémentaires et que la répartition est le plus souvent facile à faire. Cela dit, les discussions sont parfois acharnées...

Chronique: Mais au fait, comment votre «idylle» a-t-elle commencé?

LB: Lors de mon mémoire de fin d'études, j'ai commencé à travailler avec Ariane qui était assistante de mon directeur de

mémoire et qui préparait une thèse de doctorat sur le sujet. Cela s'est très bien passé. J'ai ensuite obtenu une bourse de recherche de l'IRSIA et nous avons continué à travailler ensemble.

AS: Nous aurions pu évidemment travailler séparément en nous faisant inévitablement concurrence. Notre choix a été différent. Nous avons décidé de collaborer totalement c'est-à-dire, en pratique, de publier ensemble nos résultats et d'aller ensemble les présenter aux congrès ou colloques.

Chronique: Comment cela a-t-il été perçu?

LB et AS: Plutôt mal!

AS: Au niveau du jugement scientifique à l'Université, il est habituel de compter séparément, dans un curriculum les articles «à titre de seul auteur» et les articles «en collaboration». A ce niveau-là, des articles à 2, 3, 5 ou 50, c'est le même

prix. Ce ne sont que des articles en collaboration et ils sont moins bien considérés.

Chronique: Mais alors, n'avez-vous pas été tentées de signer vos articles séparément, quitte à les rédiger ensemble?

AS: Plusieurs personnes bien intentionnées nous l'ont effectivement suggéré mais nous avons préféré suivre la décision que nous avons prise. Nous refusons l'idée de compétition, même si elle n'est qu'artificielle. On nous reproche souvent cela parce que cela empêche de nous comparer. On nous a déjà dit qu'«on ne sait pas qui fait quoi...» et c'est vrai!

LB: D'ailleurs le même phénomène se présente au niveau des conférences. Au début, nous avons à chaque fois parlé toutes les deux pour le même exposé. Maintenant, nous avons cédé là-dessus. Il paraît que ça fait «cirque».

Chronique: Une thèse à deux, ça vous a tenté?



AS: Bien sûr et nous avons entrepris des démarches en ce sens. On nous l'a d'abord vivement déconseillé, puis carrément interdit pour des motifs administratifs. Au secrétariat de la Faculté des Sciences, on nous a répondu que la loi impose qu'une thèse soit un travail original et qu'un travail original, ça se fait tout seul.

LB: Nous avons alors entrepris la rédaction de deux thèses séparées, Ariane a d'abord défendu la sienne. Je défendrai bientôt la mienne si tout va bien.

Chronique: Et qu'en est-il de vos «carrières académiques»?

LB: Actuellement, nous sommes toutes les deux assistantes et, à plus ou moins court terme, nous devons réussir le concours de premier assistant, ce qui n'est pas de la tarte. Evidemment, nous savons bien qu'à chaque fois que l'une d'entre nous postulera pour quelque chose, il risquera de se trouver une bonne âme pour dire que c'est l'autre qui a tout fait.

Chronique: Pensez-vous que c'est par hasard que vous êtes deux femmes à collaborer?

LB: Non. A mon avis, les hommes se conduisent de manière plus individualistes. Si deux hommes entreprenaient une collaboration comme la nôtre, au bout d'un certain temps, l'un d'entre eux voudrait prouver qu'il est le plus fort, d'autant plus que la compétition est encouragée dans les milieux scientifiques.

AS: En fait les collaborations sont fréquentes parmi les chercheurs, surtout après la thèse, mais elles sont généralement éphémères.

Chronique: Au-delà des problèmes spécifiques que vous rencontrez à cause de votre façon de travailler, pensez-vous que le fait d'être une femme soit encore un obstacle dans le milieu de la recherche?

LB: Oui et non. Au niveau de l'Université, et plus précisément de la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Economiques dans laquelle nous sommes intégrées, nous ne ressentons pas de problèmes majeurs. Il n'y a pas de réel obstacle à notre carrière, de ce point de vue-là. Evidemment, on trouve ici comme ailleurs les rapports de force existant dans tout milieu professionnel. Il faut savoir imposer...

AS: En particulier, je ressens ce phénomène lors des séances d'exercices que je donne aux étudiants de Sciences Economiques et de l'Ecole de Commerce Solvay. Une femme a sûrement plus difficile à s'imposer face à une population en grande majorité masculine. Ceci dit, l'échecance des interrogatoires et des examens aide... En fait, ce que j'essaie de faire, c'est de ne pas passer par un rapport d'autorité. Au début, cela m'a parfois donné du fil à retordre mais actuellement je suis assez contente du résultat.

Chronique: Et dans les milieux scientifiques internationaux?

LB: A ce niveau, le problème est double. D'une part, nous sommes des femmes, d'autre part, nous sommes très jeunes.

AS: Pour contourner cela, nous avons trouvé un truc: nous ne mettons que l'initiale de nos prénoms sur nos articles, ce qui nous vaut de recevoir du courrier adressé à «Messieurs les Professeurs...»

LB: ou d'être prises au téléphone pour la secrétaire du Professeur!

AS: En fait l'anecdote à laquelle Laurence fait allusion s'est déroulée, lorsque nous avons été invitées à présenter une conférence à Boston cet été, au congrès mondial de la Société d'Econométrie. Nous avons été invitées par lettre, toujours avec les initiales des prénoms, puis nous avons reçu un coup de fil.

LB: J'ai décroché. On m'a demandé de parler à «Monsieur le Professeur Broze». J'ai répondu «c'est moi». Je dois dire que mon interlocuteur s'est bien repris.

AS: Leur deuxième surprise, a été de voir nos têtes de «nice young ladies». Non seulement nous étions des femmes, mais en plus, nous étions largement plus jeunes que la majorité de ces messieurs les professeurs.

Chronique: Oui mais, dans les congrès, il y a quand même des jeunes et des femmes!

AS: Bien sûr, d'ailleurs ce n'était pas notre première expérience d'un congrès. Mais à Boston c'était un peu particu-

lier parce que nous étions du côté des conférenciers invités et non pas, comme d'habitude, du côté de ceux qui ont soumis un article qui, pour être accepté, passe par un comité de lecture. Nous avions en quelque sorte un chèque en blanc...

LB: Les organisateurs américains cherchaient un européen pour parler des modèles à anticipations rationnelles qui se trouve être notre sujet de recherche. Ils sont ainsi tombés sur nous, sans savoir qui nous étions. D'ailleurs, on nous a dit que nous étions les premières femmes «invited speakers» au congrès mondial d'Econométrie.

Chronique: Je suppose que vous avez eu le trac?

AS: Evidemment, mais ça s'est très bien passé.

LB: Heureusement d'ailleurs parce qu'on ne nous aurait pas pardonné d'être médiocres. A priori, les hommes ne sont pas hostiles à la présence de femmes à des congrès mais ils sont cruels s'il y a le moindre «couac».

Chronique: Ce congrès a donc beaucoup compté pour vous?

LB: Oui, mais c'est déjà du passé. Maintenant notre objectif prioritaire est de poursuivre notre carrière dans une Université où la crise fait des ravages.

Chronique: Et la vie privée dans tout ça?

AS: Malgré ce qu'on pourrait penser, nos vies privées sont disjointes (rires). Nous avons chacune un homme et pas d'enfants.

LB: A mon avis, ce qui est fondamental, c'est que nos «hommes» ont chacun des activités très accaparantes, ce qui est plus facile pour avoir du temps pour travailler beaucoup. D'autre part, il n'est évidemment pas question de faire des gosses avant d'avoir fini sa thèse. Après, c'est envisageable mais pas forcément facile.

Chronique: Et que se passerait-il si votre carrière exigeait un déplacement de longue durée à l'étranger?

AS: Le problème n'est pas simple mais je crois que mon conjoint accepterait de s'organiser pour m'accompagner. Ceci dit, je ne le ferais que si c'est vraiment indispensable.

LB: En ce qui me concerne, je pense que cela ne devrait pas poser de problème. Mais il faudrait voir à l'usage...

ET DIEU CREA LA FEMME... POUR VILLEROY ET BOCH

Il va de soi que les publicités de voitures grand sport c'est pour les hommes et que les publicités de cuisines et salles-de-bains, c'est pour les femmes.

Ma foi, je n'y verrais pas grand inconvénient. De toutes façons il y a plus d'intelligence et plus d'agrément à posséder une cuisine sympa et une salle de bains originale qu'à se faufiler dans un emblème phallique pour déguerpier comme un dard sur des autoroutes complète-

ment merdiques. Bien. Ceci dit, il y a un type qui s'est lancé (pour Villeroy et Boch) dans une publicité dont la bêtise dépasse encore le machisme. C'est record. «**Dieu créa la femme. Nous créons son univers.**» Un univers à son image, dit le texte... sous lequel on voit un bidet et un WC... Une vulgarité et un mépris du client qui valent bien une faillite. Malheureusement ce seraient encore des femmes qui perdraient leur emploi.



quantaine de bourses (40.000 francs français chacune) pour une **vocation scientifique et technique**. Les candidatures pour ces bourses doivent être déposées avant fin novembre, une sélection nationale aura lieu en janvier et les bourses seront attribuées au cours du mois de février.

Yvette Roudy a ceci de très sympathique c'est qu'elle place d'emblée la barre à très bonne hauteur: elle a déclaré qu'elle voulait d'ici peu, compter au moins 30 % de femmes parmi les ingénieurs.

Aujourd'hui, les femmes représentent en France seulement 17 % des ingénieurs... En Belgique, on en est loin... Ne sommes-nous pas en «pays de mission» (pour le féminisme...)?

LE RECORD

A la fin d'août 1985, 322.900 femmes étaient officiellement en chômage en Belgique. Nous avons ainsi le privilège du plus haut taux de chômage féminin dans la communauté européenne. Pratiquement 1 femme sur 5.

LES PETITS POPES CRASSEUX

L'église orthodoxe grecque se soucie elle aussi des êtres sans défense que sont les embryons. Le Saint Synode a dénoncé le projet de loi visant à libéraliser l'avortement en Grèce.

QUE VAUT LA PAROLE D'UNE FEMME FACE A UNE FEMME?

Contre l'avis de la substitute Jacqueline Talon, la juge Claire De Gryse a acquitté un homme qu'une femme accusait de l'avoir violée. Il prétendait qu'elle était consentante. La juge n'a pas résisté à l'argumentation d'acier de Michel Graindorge, le défenseur de la veuve et de l'orphelin qui s'était écrié: «Il y a quelque chose qui ne va pas dans le ton passionné de celle qui accuse... Un viol? Il n'y a vraiment pas de quoi en faire un plat!

SAUVETTES EN BREF

Certaines des sauvettes choisies auraient certes mérité un plus long développement. Il arrive que le temps manque aux femmes. Ce sont elles qui ont le plus de difficultés à se réserver un peu de temps libre. Laissez donc jouer votre imagination pour les plus connues mais dont l'absence totale dans Chronique féministe aurait été incompréhensible.



1954 - «Les socières de Salem»

WILFRIED MARTENS, TOUJOURS PLUS FEMINISTE...

Le vendredi 4 octobre Paula d'Hondt, la CVP Ministre des PTT organisait une conférence de presse pour présenter les résultats de la conférence de Nairobi. Elle était en effet, chef de la délégation officielle de la Belgique. Et voilà qu'au cours de la conférence de presse... coucou qui se pointe? Le Premier, Wilfried Martens. Il n'y avait pourtant pas un chat. A part Martine Van Breusseghem du journal parlé, les deux ou trois journaux présents n'avaient envoyé que des «petites-mains». Ainsi aucune question valable n'a pu être posée. Martine Van Breusseghem confessait (ou se vantait...?) qu'elle ne connaissait pas «cette matière». Toutefois au cours de la discussion nous avons pu apprendre que Martens s'était efforcé d'avoir, au sein de son gouvernement, plus que des postes de Secrétaires d'Etat pour les femmes et plus de femmes... mais que c'étaient les partis politiques (y compris

le sien) qui ne voulaient pas **gaspiller** des postes du quota qui leur était attribué en les confiant à des femmes... N'empêche, Madame D'Hondt a beau avoir un sympathique franc-parler, les femmes c'est pas son truc: elle en est encore toujours à confondre une action positive et une nomination partisane... Et de regretter alors, de n'être pas soutenue par les femmes...

YVETTE ROUDY ET LA FUITE DES CERVEAUX FEMININS

La Ministre des Droits de la Femme, Yvette Roudy considère que la recherche scientifique et les domaines techniques sont appauvris... par l'insuffisance de la présence des femmes qui les caractérise. Elle a décidé d'entreprendre une campagne d'envergure qui se traduit d'une part par des affichages massifs dans les écoles et d'autre part par l'attribution à des femmes d'une cin-

La grande Simone Signoret, grande par ses films, sa lucidité, ses options politiques qu'elle n'a jamais craint d'afficher, par ses livres pour ceux qui les ont aimés et dont certains hommes n'ont pas supporté le talent et l'intelligence nous a quitté. Les médias ont été unanimes à lui rendre hommage.

Le Festival de Venise a attribué son Lion d'Or à «Sans tort ni loi» d'Agnès Varda, cinéaste, photographe féministe considérée comme une précurseure de la Nouvelle vague en réalisant en 1954 «La courte pointe». Elle a connu la notoriété avec «Cléo de 5 à 7».

Le Lion d'Argent qui récompense une première ou une seconde œuvre a été décerné à «Dust» de Marion Hansel, cinéaste bruxelloise de 36 ans.

Le pays est riche d'une commission consultative en plus: «La commission consultative en matière de litiges relatifs à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans les services publics». Moi qui croyait naïvement qu'il n'y avait plus de problèmes.

Etats-Unis: Projet de loi féministe contre la pornographie

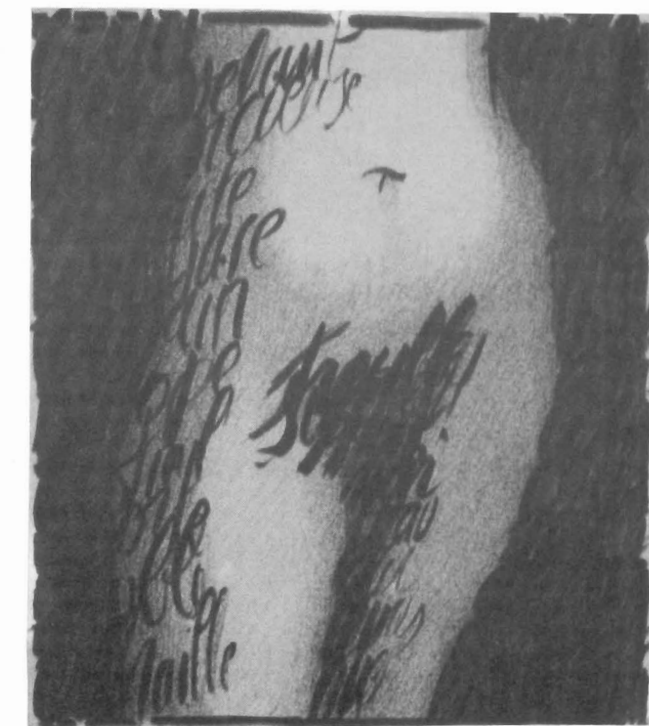
Dernier rebondissement de la lutte contre la pornographie aux Etats-Unis: Andrea Dworkin, auteure de «Men Possessing Women» et Catharina Mac Kinnon, toutes deux engagées activement dans le mouvement contre la pornographie, ont conçu un projet de loi visant à ce que la pornographie soit désormais considérée comme une discrimination sexuelle qui viole les droits civiques des femmes et puisse dès lors faire l'objet de poursuites en justice.

La pornographie y est définie comme «la subordination des femmes par des images ou des mots explicitement sexuels». Elle joue un «rôle central dans la création et le maintien de la discrimination sexuelle». Enfin «elle encourage le viol, les violences, les abus sexuels d'enfants, le kidnapping et la prostitution». Ce projet de loi a suscité une polémique dans les milieux féministes et provoqué la création du FACT (Feminist Anti-Censorship Taskforce) qui a entamé une procédure contre le projet Dworkin/Mac Kinnon et rassemblé les signatures de nombreuses féministes dont Betty Friedan, Kate Millet, Adrienne Rich. Le FACT considère que cette loi est SEXISTE, DANGEREUSE, INEFFECTIVE. Sexiste parce que les hommes y sont décrits comme des monstres, des bêtes et les femmes comme des victimes sans défense, des mineures et des incapables (l'assentiment d'une femme à travailler dans l'industrie pornographique par exemple, ne l'empêche pas de porter plainte contre son em-

ployeur). Dangereuse parce que la définition trop vague de la pornographie permet toutes les interprétations et peut entraîner la censure d'ouvrages érotiques féministes. Inefficace enfin, parce que l'oppression des femmes a des racines sociales et économiques bien plus profondes que la seule représentation sexuelle de leur subordination. Tels sont en gros les arguments du FACT, qui par ailleurs condamne la pornographie, mais, et c'est là le reproche de Dworkin et Mac Kinnon, ne propose pas concrètement de moyens de lutte.

L'opposition Dworkin/Mac Kinnon et FACT fait apparaître des divergences au sein des féministes américaines quant à la priorité à accorder à la lutte anti-porno et quant à la stratégie à adopter.

Ces divergences ne datent pas d'hier, bien au contraire. Le débat sur la pornographie dans le mouvement féministe américain a une histoire longue et complexe. La position du FACT se situe dans la ligne du féminisme socialiste des années 70 qui soutenait que la structure économique constitue le problème majeur et que l'ennemi principal est non pas les hommes mais la classe dominante. Les féministes radicales, par contre, affirmaient que les hommes constituent le problème principal et consacraient leurs énergies aux luttes contre le viol, les femmes battues et la pornographie considérées comme prioritaires. Il est significatif que si les féministes so-



Dessin de Dominique Doan pour «Mosaïque de la pornographie»

cialistes ont été actives dans le mouvement femmes battues et viol, elles n'ont jamais participé aux actions anti-porno.

Aujourd'hui le même clivage se reproduit. Pour Dworkin, la pornographie est «l'essence de la sexualité masculine». Dans la vie comme dans la porno, les femmes sont les victimes de la sexualité masculine. Dworkin refuse la distinction entre fantasme et réalité, «la porno c'est la réalité» écrit-elle, il faut donc la supprimer et la loi est un moyen pour que les femmes puissent être libres. Le FACT estime que la pornographie reproduit et légitime des pratiques sexistes qui sont ancrées dans

les institutions. La pornographie est un discours et non un acte, disent les femmes du FACT, la loi doit punir les actions nuisibles, pas les images ou les textes.

Ce débat qui a été largement couvert par la presse féministe aux Etats-Unis montre que les féministes peuvent être en désaccord sans pour autant faire preuve de mauvaise foi ou adopter une position rigide.

De manière non simpliste, elles continuent la réflexion et le combat à propos des priorités et des stratégies dans le mouvement.

N.P.

La justice renvoie les femmes

à l'avortement clandestin

Le Dr. Renaat Denolf, poursuivi pour avoir pratiqué plusieurs avortements au CEVO (Centrum voor Verantwoord Ouderschap-Centre pour une parenté responsable) a été condamné à une peine de trois mois de prison avec sursis. Notons, que dans un des cas, le tribunal a reconnu l'état de nécessité. Le tribunal a rejeté la thèse de la coresponsabilité soutenue par diverses personnalités politiques administratrices du CEVO. Autre procès qui a connu son épilogue mais au rôle francophone à Bruxelles. Le Dr. Claude Bellefontaine a été condamné à deux mois de prison avec sursis. Sa cliente et co-inculpée a été acquittée. El-

le était convaincue que l'avortement était autorisé à telle enseigne que le procès avait trouvé son origine lorsque son ami, venu l'excuser de ne pas se présenter à une convocation à la police, avait expliqué qu'elle était couchée, suite à un avortement. Cette condamnation apparaît comme particulièrement inique lorsqu'on considère le cas de la femme. Elle a déjà atteint un certain âge, elle a deux enfants dont elle ne peut pas assumer la charge parce qu'elle est entièrement sans ressources, même pas la CPAS. De plus, ses précédentes grossesses se sont soldées par des complications graves. Ces juges tellement légalistes

vont-ils contraindre les femmes à l'avortement clandestin, sans intervention médicale? Ne s'agirait-il pas d'une forme de non-assistance à personne en danger?

A Gand 52 personnes, médecins, collaborateurs et patients du Collectif contraception de Gand ont comparu devant la Chambre du Conseil. La défense a demandé l'acquiescement ou sinon la suspension des poursuites. Le ministère public qui avait réclamé à l'origine l'application de la loi ne s'opposera pas à une suspension des poursuites. Une nouvelle séance est prévue le 22 novembre. Le Dr. Amy, chef du service gynécologique de la VUB, est

poursuivi pour de nouvelles interruptions de grossesse. Il a déjà été condamné précédemment à une peine de prison avec sursis.

Un honnête homme risque de se trouver en prison parce qu'en son âme et conscience de médecin il estimait de son devoir de préserver la santé de femmes qui de toute façon auraient avorté. Les femmes ont une dette de reconnaissance envers lui et une lutte très dure à mener si elles ne veulent pas se retrouver un siècle en arrière.

Notre indifférence et notre ingratitude coûteront fort cher à la cause des femmes.

Une conférence internationale sur «l'Histoire des Femmes» aura lieu à Amsterdam du 24 au 27 mars 1986. Plusieurs conférences des Pays-Bas et d'autres pays aborderont les sujets concernant l'histoire des femmes.

La conférence consistera en conférences, ateliers et séances de discussions. Etant donné que cette conférence est internationale, la langue officielle sera l'anglais.

Les participantes recevront un ouvrage sur la conférence.

Toute personne souhaitant participer devra écrire ou téléphoner au bureau:

International Conference on Women's History
Herengracht 286, kamer 109
1016 BX Amsterdam
020-5259111 (lundi, mardi, mercredi).

Au cours du colloque «**Famille, Etat et Sécurité Economique d'Existence**» qui s'est tenu à l'UCL au cours du mois de juillet, j'ai appris pas mal de choses parmi lesquelles le fait qu'aux USA comme partout dans le monde, la pauvreté est essentiellement une caractéristique de la condition des femmes. Mais aux USA plus d'un tiers de celles qui ont une activité professionnelle à temps plein, se trouvent en-dessous du seuil de pauvreté et n'arrivent pas économiquement à élever leurs enfants sans faire appel à l'aide sociale. Par ailleurs, les nouvelles modalités du divorce notamment la suppression de notion de «culpabilité» a désavantagé économiquement les femmes. Aujourd'hui les conséquences d'un divorce sont pour elles plus désavantageuses qu'autrefois. Les partages des biens et les montants des pensions à verser, même pour les enfants, leur sont moins favorables depuis qu'on a abandonné la notion de «faute» et la culpabilisation du conjoint.

Le constat d'adultère avait donc au moins ça de positif qu'il sauvegardait les intérêts économiques de la femme... S'il fait une belle carrière, il a chaque jour plus d'avantages à divorcer. Sans morale, pas de justice? Pensons-y. Et n'ou-

blions jamais en outre qu'après un divorce, l'homme se trouve généralement dans une situation financière plus favorable que pendant le mariage...

The Economics of Divorce: Social and Economic Consequences of Property, Alimony and child support awards.

LES VEUVES JOYEUSES...

Selon les statistiques de l'ONPTS, il apparaît qu'en janvier 1985 le montant moyen d'une pension de survie d'une veuve n'ayant pas exercé d'activité professionnelle est plus élevé que le montant moyen d'une pension de retraite d'une femme ayant une carrière professionnelle complète, c'est-à-dire ayant travaillé et payé des impôts et des cotisations sociales pendant au moins 40 ans! Plusieurs milliers de veuves bénéficient ainsi d'une importante pension de survie bien avant l'âge de 40 ans... Pour elles, pas question de réduction de 6 % pour «cohabitation» comme dans le chômage, pas davantage question d'article 143 qui menace de les exclure du bénéfice de la pension de survie pour veuvage anormalement long...



UN NOUVEAU SOFTENON

La firme pharmaceutique suisse Hoffman-La Roche (Sevez-vous dit peut-être encore quelque chose) a mis au point un médicament super efficace contre les acnés les plus rebelles. Il s'ingurgite. Il présente un petit inconvénient mais qui est signalé clairement sur le médicament, rien de sérieux donc, il risque de produire des malformations graves au crâne, à la face, au cœur et au système nerveux central du fœtus d'une femme enceinte. Aucune raison de s'affoler, les savants ont les choses bien en main. Chez un groupe de personnes test composé de 26 femmes, 22 % ont eu une fausse couche, 14 % ont mis au monde des enfants présentant des malformations graves et un enfant est mort-né. Une vraie bagatelle... et une pratique à donner froid dans le dos! Ce médicament est enregistré en Belgique depuis février 1985 sous le nom RO. ACCUTANE. Le secrétaire d'Etat Aerts a estimé que ses services avaient fait tout ce qu'il convenait: «mettre en garde médecins et pharmaciens contre les effets

du médicament en cas de grossesse et écrire par trois fois (TROIS FOIS) sur le billet d'accompagnement les dangers possibles en cas de grossesse. Au fou, au fou!! Dans quel monde vivons-nous?

EXPOSITION LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Le 10 décembre 1948, l'assemblée générale des Nations Unies a adopté et proclamé la Déclaration des Droits de l'Homme.

La section régionale de Bruxelles de la Ligue des Droits de l'Homme organisé une large exposition afin de célébrer cette date anniversaire.

Elle a demandé à de très nombreuses associations de montrer comment elles contribuent au respect du droit des personnes et donc au respect des droits de l'homme. Cette exposition se tiendra:

Salle Marollia
rue aux Laines 154
1000 Bruxelles
du 10 au 15 décembre 1985.

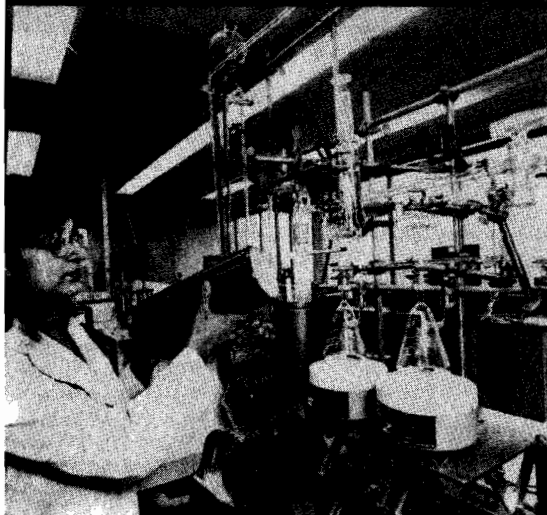
LES DROITS INDIVIDUELS EN MATIERE DE SECURITE SOCIALE

Le Comité de Liaison des Femmes est en train de mettre la dernière main à un avis sur l'individualisation des droits en matière de sécurité sociale. Il s'est d'abord attaqué au problème des pensions. Le but est d'arriver à ce que chaque individu puisse devenir autonome socialement et ne dépende donc pas d'un conjoint pour l'ouverture de certains droits en sécurité sociale. Cette autonomie suppose la suppression des droits dérivés dont, en matière de pensions, les deux principaux sont la pension de survie et le supplément appelé «**taux ménage**» qui est accordé au titulaire d'une pension de retraite qui a son conjoint à charge.

Au stade actuel de la discussion le Comité de Liaison envi-

sage la création d'une **pension de vieillesse** qui serait octroyée à toute personne à, par ex. 60 ans. Chacun serait obligé de payer, dès le début de sa vie adulte, une cotisation pour financer cette pension. Sur quelle base fixer le montant de cette cotisation? Là nous discutons encore. **En plus** de cette pension de vieillesse, les personnes qui exercent une activité professionnelle se constitueraient par cette activité comme aujourd'hui un droit à une **pension de retraite**. Si le Comité de Liaison tient à ce que les femmes au foyer puissent acquérir une réelle autonomie sociale, il tient aussi à ce que les femmes qui exercent une activité professionnelle aient finalement droit à des avantages proportionnels à leur double travail et à leur double effort social.

Canadian Woman Studies les cahiers de la femme



FEMMES: SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Les «Canadian Women Studies/Les Cahiers de la Femme», revue trimestrielle canadienne, consacrent leur numéro d'été 84 à la science et à la technologie. On est un peu déçu car les articles extrêmement courts ne font qu'effleurer les questions mais ils nous permettent de nous faire une idée de la manière dont les canadiennes posent le problème et tentent de le résoudre.

Au Canada comme partout les femmes sont minoritaires dans le monde de la science et de la technologie. Même si leur nombre est croissant, il reste des barrières. L'analyse de ces barrières est peu fouillée et la conclusion du dossier résume bien l'esprit de l'ensemble des articles: «nous ne pouvons continuer à rassembler des données sur ce que nous savons d'intuition, qui a fait l'objet de nombreuses publications (il y a en effet une imposante bibliographie) et qui reste ignoré de l'institution scientifique et technologique, IL EST TEMPS DE PASSER A L'ACTION».

Le pragmatisme typiquement nord-américain se déploie à partir de l'idée que **les femmes doivent s'intéresser à la science et à la technologie** et réussir sur ce terrain pour jouer un rôle dans cette société, la repenser, la rendre plus humaine.

Alors que faire? Au fil des articles quelques thèmes majeurs apparaissent. D'abord retrouver les contributions des femmes à la science et à la technologie dans le passé. Des modèles existent, Hildegard von Bingen, par exemple, abbesse d'un monastère de bénédictines au XII^e, auteure d'un traité de théologie, d'histoire naturel-

le et de médecine populaire est la première naturaliste allemande. Ensuite présenter des modèles de réussite actuels. Une biologiste, une électronicienne nous disent: c'est possible, allez-y les filles, ce sont de bons créneaux, il est temps de s'y tailler une place. Le prix à payer, elles le connaissent: «être une scientifique n'est pas un boulot que l'on fait de 9h à 5h, faire un doctorat représente 3 ou 4 ans de travail mal payé, dur et sans aucune garantie d'un emploi à la clef» ou encore «j'ai dû me bâtir un esprit de compétition pour être dans l'ambiance du groupe».

Agir au niveau de l'école secondaire est un autre thème. L'adolescence semble être la période où les filles désertent la science et la techno pour des raisons qui ne sont pas analysées ici. On a l'impression que peu importent les raisons, l'essentiel est d'encourager les filles de toutes les manières à choisir ces branches, il faut donc changer la perception selon laquelle les maths et les sciences constituent un domaine masculin, tâche à laquelle s'attellent les comités «media watch» (surveillons les médias) qui protestent contre tout ce qui renforce les stéréotypes sexuels.

Les méthodes d'enseignement doivent viser à stimuler l'intérêt (pas de bourrage de crâne mais le pourquoi et le comment). On peut proposer des cours de maths et de sciences non-mixtes afin que les filles soient plus à l'aise, plus créatives et productives dans un milieu où ne joue pas la compétition avec les garçons. Aux «career days» (journées d'information sur les

études et les carrières) sont invitées des femmes scientifiques qui viennent apporter la preuve que l'on peut combiner harmonieusement mariage et carrière.

Enfin la tendance est à multiplier les programmes d'actions positives. Plusieurs articles relatent des expériences intéressantes destinées à changer les attitudes et actions qui limitent les options de carrière des femmes. En Ontario, le projet «Jobs for the Future», mené par des responsables de l'éducation, des affaires, de l'industrie, des groupes de femmes, financé par des deniers publics et privés, vise l'accès égal à la formation et à l'emploi liés à la technologie par des actions bien concrètes comme des programmes supplémentaires en maths et sciences pour les étudiantes des universités, des programmes d'orientation vers des carrières liées à la technologie pour les filles du secondaire, les chômeuses ou les femmes désireuses de changer de boulot.

La question de l'accès des femmes à ce que les canadiennes appellent SET (Science, Engineering and Technology) est à l'ordre du jour au Canada. Depuis 1982 les colloques sur les femmes et les sciences, les sociétés de femmes canadiennes en sciences et technologie, les associations pour les femmes et les sciences se multiplient. A noter qu'en mars 84, le Ministre de la Science et de la Technologie du gouvernement du Québec s'est engagé, dans le cadre du plan d'action gouvernemental de la relance, à veiller à faire siéger des femmes aux conseils d'administration des sept centres de recherches appliquées du Québec.

L'énergie et l'optimisme règnent. La question du prix à payer pour les femmes n'est pas vraiment posée, un seul article aborde le problème «faut-il ajuster les femmes à la science et à la technologie ou transformer celles-ci et les adapter aux femmes?». Mais dans l'ensemble, les auteures de ce dossier n'imaginent pas que pratiquement une transformation de ce bastion masculin soit possible sans la présence des femmes.

N.P.

«Canadian Women Studies. Les Cahiers de la femme» Summer 1984, vol. 5, n° 4.
A York University-Centennial College Project.

CONTRE LA PUBLICITE SEXISTE... (PORTUGAL)

La Commission de la Condition Féminine (Comissão da Condição Feminina) avait adopté dès 1979 une recommandation contre toute forme d'utilisation de la publicité qui blesse la dignité de la femme ou comporte des aspects discriminatoires. A son tour, en mars 1984, le très officiel Conseil de la publicité a adopté une recommandation allant dans le même sens. Au cours du même mois de mars 1984 la Commission de la Condition féminine avait organisé une journée d'étude sur ce thème. Elle en publie les principaux exposés et une bibliographie sommaire dans son *BOLETIM* (Ano X, 3/4, 1984) disponible à l'Université des Femmes.

GASPILLAGE

Le groupe «statut de la femme» de la commission allemande de l'UNESCO vient de publier le résumé d'un séminaire tenu en 1982. Il analyse successivement tous les aspects des discriminations dont les femmes sont victimes dans la vie sociale au sens large. Souvent, il fait référence aux thèses en présence. Bibliographie et index thématique. Comme l'indique le titre de l'ouvrage, les auteurs estiment, avec raison, que la société en méprisant l'apport des femmes se condamne à un immense gaspillage.

Wasted Wealth. The Participation of Women in Public Life, éd. par la German Commission for UNESCO, Bonn, 1985 (adresse: Commantstrasse 15, D 5300 Bonn, I)

DROITS DES FEMMES ET POLITIQUE FAMILIALE

La Confédération des Organisations Familiales de la Communauté Européenne, publie un recueil de documents permettant de suivre les propositions de politique familiale adoptées ces dernières années à la fois au Parlement Européen et à la Commission des Communautés Européennes.

Droits des Femmes et Politique Familiale. Documents, éd. par la Confédération des Organisations Familiales de la Communauté Européenne, Bruxelles (rue de Londres 17, 1050 Bruxelles) 1985.



LES ASPIRATIONS DES ADOLESCENTES

Le Conseil Consultatif Canadien de la Situation de la Femme publie une enquête plus qualitative que quantitative sur les aspirations des adolescentes. Cette enquête a été réalisée entre novembre 1983 et mai 1984. Une bonne centaine d'adolescentes ont été interrogées pendant une à deux heures. Les résultats permettent de comparer leur situation actuelle à leurs projets ou désirs à la fois pour le court et le long terme, dans des domaines tels que études, travail, vie personnelle. Les auteurs de cette recherche ont eu la surprise de constater que les adolescentes envisagent un avenir qui n'a que peu de rapport avec la réalité de l'ensemble des femmes. Les adolescentes ne pensent ni au chômage, ni au divorce, ni à la pauvreté. Non qu'elles ignorent que ces réalités existent mais elles imaginent ne pas être concernées par celles-ci.

Quelques adolescents ont servi de point de comparaison. Le moins qu'on puisse dire c'est que leurs aspirations indiquent déjà des chemins divergents. Les filles étant massivement centrées sur la vie de famille et les garçons sur d'autres types d'activités.

Pour les auteurs de la recherche, la télévision que les jeunes filles regardent pendant quelque deux heures par jour joue par son pouvoir d'évasion un rôle d'autant plus néfaste que l'école, les parents et les autres facteurs d'éducation ne cherchent pas à ramener les jeunes filles à une vision plus réaliste de la vie.

«Quand je pense à demain», une étude sur les aspirations des adolescentes, éd. Conseil Consultatif Canadien de la Situation de la Femme, Mars 1985, Ottawa, Canada.

«LA TRAGÉDIE DE L'ÉMANCIPATION FÉMININE» EMMA GOLDMAN

Anarchiste, militante mais aussi préoccupée des problèmes spécifiques des femmes, Emma Goldman a donné des conférences sur les moyens contraceptifs et l'avortement ce qui lui a valu la prison, mais elle est toujours restée à l'écart du mouvement féministe avec lequel elle était en désaccord entre autres sur la question du droit de vote qui symbolisait à ses yeux le réformisme.

Dans «La Tragédie de l'Émancipation Féminine», Emma Goldman s'en prend au mouvement en faveur de l'émancipation féminine du début du siècle aux États-Unis. Qu'a-t-il obtenu? Le droit de vote mais, dit-elle, l'origine de la corruption en politique est purement matérielle et «il n'y a pas à espérer que la femme pourvue du droit de vote purifie jamais l'atmosphère politique». L'indépendance économique alors? Non: «une indépendance qui aboutit au gain d'une subsistance médiocre n'est ni si attirante ni si idéale qu'on puisse attendre de la femme qu'elle s'y sacrifie». Il ne faut pas s'étonner dès lors que des centaines de jeunes filles recourent au mariage.

E. Goldman reproche au mouvement de n'avoir pas «trouvé sur son chemin une grande race de femmes capables de regarder la liberté en face». Les

femmes émancipées ont des vues étriquées, elles se sont libérées d'une oppression extérieure et non pas des «tyrans intérieurs» que sont les conventions éthiques et sociales et la tragédie de l'émancipation féminine tient dans cette phrase «Après tout, notre indépendance si hautement vantée n'est qu'une méthode lente d'endormir et d'étouffer la nature féminine dans ses instincts de l'amour et de la maternité». Donc la nature féminine, c'est d'être mère et amante, nous dit Emma Goldman. Voilà qui est pour le moins surprenant quand on pense à la vie qu'elle a menée (voir le très beau livre «Épopée d'une Anarchiste»). On ne peut comprendre qu'en resituant dans le contexte. Emma Goldman met le doigt sur le refoulé des femmes «émancipées» de son époque, celles qui avaient eu accès à l'éducation, se trouvaient dans les professions d'enseignement et étaient célibataires (en 1900 la moitié des enseignantes aux USA étaient célibataires). Reste qu'Emma Goldman n'a pas été mère (elle avait une rétro-version de la matrice et n'a jamais voulu se faire opérer) elle a avoué d'ailleurs que la maternité était incompatible avec sa vie. Quant à l'amour, elle y a plongé avec passion et générosité comme dans son travail de militante. C'est ainsi que l'on peut comprendre la fin de ce texte: «Une conception véritable des relations sexuelles n'admet ni vainqueur ni vaincu; elle ne reconnaît qu'une chose: le don de soi, illimité afin de se retrouver plus riche, plus affir-

mée, meilleure». Emma Goldman a pris le risque de l'amour (pas celui de la maternité et ce n'est pas un hasard) mais pas au prix de se perdre. Quand un homme qu'elle aimait a voulu la domestiquer, l'enfermer au foyer, lui faire des enfants elle a rompu en disant «Si les hommes sont capables de se passer de la force de l'amour pour construire un monde, pourquoi pas les femmes?» (Mémoires d'une Anarchiste). Le risque de l'amour qu'a pris Emma c'est celui de la souffrance, ça ne l'a pas empêchée de construire le monde.

N.P.

*«La Tragédie de l'Émancipation féminine»
Emma Goldman,
éd. Sypos, 1978, Paris.*



A L'EST, RIEN DE NOUVEAU

Quelques publications récentes permettent de suivre l'évolution sociale et économique des femmes dans les pays de l'Est. «Les femmes en RDA» et un numéro spécial du magazine «La femme soviétique» présentent un bilan sur base des thèmes qui faisaient l'objet de la Décennie de la Femme: égalité, développement, paix. Il va de soi que la situation professionnelle des femmes y est beaucoup plus égalitaire que dans nos pays. On remarque aussi que la RDA poursuit son vigoureux effort en matière d'équipements collectifs: ainsi entre 1981 et 1984 plus de 164.000 places de crèches ou de jardins d'enfants ont été créées.

La RDA s'efforce en outre de mener une politique qui est à la fois nataliste et compatible avec l'amélioration de la condition des femmes. Par ailleurs tous les pays de l'Est multiplient les mesures dites «de protection de la maternité» ou des mesures notamment en sécurité sociale, interruption de carrière, permettant aux femmes d'assumer «leur» double tâche. Il est vrai que dans ces pays elles sont moins menacées dans leur carrière professionnelle quand elle font usage de ces mesures particulières. Les responsabilités de l'homme sont toujours très peu évoquées dans les pays de l'Est et il est évident que le pouvoir de décision reste partout quasi totalement aux mains des hommes.

La bibliothèque est accessible à toutes et à tous sans condition préalable (financière ou autre).

Elle offre une large gamme de documents sur le féminisme, la condition féminine et féministe. Vous pourrez y consulter les ouvrages de références, les revues féministes d'ici et d'ailleurs, des dossiers thématiques, etc.

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 10 h à 17 h.
Le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

Dans chaque numéro de **CHRONIQUE** sont reprises toutes les nouveautés reçues en service de presse (SP) ou achetées par l'Université des Femmes (acq).

• • •

MEDIAS

- Image de la femme dans les télévisions de la CEE: 2ème partie, étude réalisée par Jean Vogel et Lydia Zaid sous la direction de Eliane Vogel-Polsky, CEE, 1984, 39 p., (doc. V/2067/84-FR)

- Image de la femme dans les télévisions de la CEE: 3ème partie, synthèse établie par Gabriel Thoveron et Eliane Vogel-Polsky, CEE, 1985, 35 p., (doc. V/406/85-FR)

- L'emploi et l'action positive pour les femmes dans les organisations de télévision des états membres de la CEE, Margaret Gallagher, CEE, 1984, 36 p., (doc. V/1721/84-FR)

- L'emploi et l'action positive pour les femmes dans les organisations de radio-télévision des états membres de la CEE, Margaret Gallagher, CEE, 1984, 180 p., (doc. V/2025/84-FR final)

- Place et rôle de la femme dans certaines émissions de télévision diffusées dans les pays de la CEE: synthèse finale élaborée par Gabriel Thoveron avec la collaboration de Frédérique Bouras, Tina Penolidis et Isis Fulle, CEE, 1985, 51 p., (doc. V/751/85-FR)

• • •

PSYCHOLOGIE PSYCHANALYSE

- Psychologie du geste, Pierre Feyereisen et Jacques de Lanoy, P. Mardaga, 1985, 364 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines; 141), SP.

RELIGION - MYTHOLOGIE

- Le fruit défendu: les chrétiens et la sexualité de l'antiquité à nos jours, Marcel Bernos, Jean Guyon, Charles De La Roneière et Philippe Lécivain, éd. Le Centurion 1985, (coll. Chrétiens dans l'histoire), SP.

• • •

POUVOIR - MATRIARCAT - PATRIARCAT

- Des mères contre les femmes: maternité et patriarcat au Maghreb, Camille Lacoste-Dujardin, éd. La Découverte, 1985, 267 p., (coll. Textes à l'appui), SP.

• • •

FAMILLE - COUPLE - MATERNITE - PATERNITE

- Quelle société pour les familles de l'an 2000? Actes du colloque de l'an 2000? Actes du colloque de Bruxelles, 5-7 avril 1984, Ligue des Familles, 1985, 240 p., Don.

• • •

PROSTITUTION

- Les allées du bois de Boulogne, Paulette D., Presses de La Cité, 1985, 177 p., (coll. «Document»), SP.

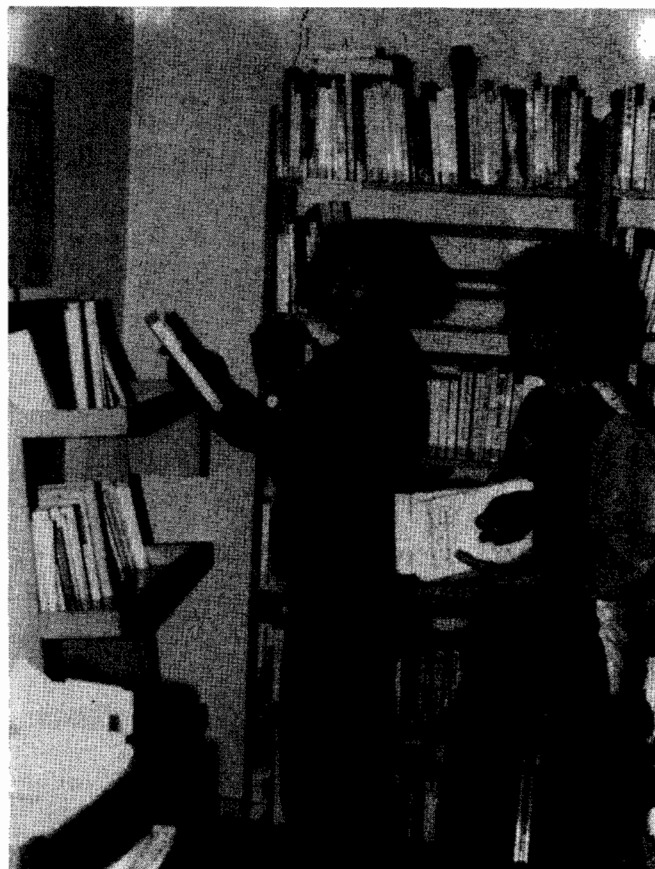
• • •

FEMMES DANS LE MONDE - FEMMES ETRANGERES: CONDITIONS ET LUTTES

- Les femmes en RDA: bilan de la réalisation du plan d'action mondiale pour la Décennie de la Femme 1976-1985 «Egalité en droit, développement, paix», rapport du gouvernement de la RDA au Secrétaire Général des NU, Conseil des Ministres de la RDA, 1985, 46 p., Don.

- Egalité, développement et paix, le rôle des femmes en Italie, 1975-1985, Renata Livraghi et Maria Rita Saulle, Ministère des Affaires Etrangères, Comité préparatoire pour la conférence mondiale de Nairobi, 1985, 66 p., Don.

- La femme italienne en chiffres, Grazia Arancio-Ruiz, Conseil des Ministres, Commission nationale pour la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes, 1985, 69 p., Don.



TEMOIGNAGES

- Hôpital Silence, Nicole Malinconi, éd. de Minuit, 1985, 135 p., (coll. «Documents»)

• • •

TRAVAIL PROFESSIONNEL - TRAVAIL DOMESTIQUE

- Diversification des choix professionnels: rapport de synthèse établi par Evelyn Sullerot, CEE, 1984, 71 p., (doc. V/1871/84-FR)

- The value of Women's Work: Second International Women's Seminar in Salzburg, 14-19 octobre 1984, rapport établi par Sigrid Stadler et Rosy Weiss, 1984, 215 p., Don.

- Rapport X-1984, Commission du Travail des Femmes, Ministère de l'Emploi et du Travail, 1984, 137 p.

• • •

DROIT

- Droits des femmes: dictionnaire juridique, Françoise Dekeuer-Defosse, Dalloz, 1985, 458 p., SP.

EDUCATION

- L'image de la femme dans le contexte de l'enseignement, rapport final établi par Jeannine Terneu-Evrard et Brigitte Evrard, CEE, 1984, 115 p., annexes 1146 p.l. (document CB-42-84-080-FR-C), Acq.

- Les femmes dans les livres scolaires, Brigitte Crabbe, Marie-Luce Delfosse, Lucia Gaiardo I et al. I, P. Mardaga, 1985, 317 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines; 145), SP.

- Problématique actuelle de l'enseignement secondaire et aspirations professionnelles dans le champ scolaire, A. Van Haecht, J.L. Genard, A. Karnas, sous la direction de Nicole Delruelle-Vosswinkel et Marc Bolle de Bal, ULB, 1981, 208 p., (doc. 18A), Acq.

- La recherche-action dans l'enseignement: relation d'une expérience, Pirson-Declercq sous la direction de N. Delruelle-Vosswinkel et M. Bolle de Bal, ULB, 1981, 66 p., (doc 24C), Acq.

• • •

ETHNOLOGIE

- La potière jalouse, Claude Lévi-Strauss, Plon, 1985, 314 p., SP.

SCIENCES

- **Les femmes et l'informatique**, Conseil Consultatif Canadien de la situation de la femme, 1985, 115 p., *Don*.

- **Pour une éthique de l'enseignement des sciences**, Gérard Fouez, éd. Vie Ouvrière, 1985, 139 p., («Chronique Sociale»), *Acq.*

• • •

SEXUALITE

- **Les sexes de l'homme**, ouvrage collectif sous la direction de Geneviève Delaisi de Parseval, Seuil, 1985, 280 p., *SP*.

- **Homosexualités**, Alan P. Bell et Martin S. Weinberg, préface du Dr G. Zwang, Albin Michel, 1980, 544 p., *Acq.*

• • •

SANTE - MEDECINE

- **Psychosomatique de l'enfant asthmatique**, Michel de Boucaud, P. Mardaga éd., 1985, 253 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines; 139), *SP*.

• • •

MATERNITE

- **Objectif bébé. Une nouvelle science: la bégologie**, Geneviève Delaisi de Parseval et Jacqueline Bigeargeal, éd. Autrement, 1985, (coll. Autrement n° 72), *Acq.*

• • •

EXPRESSION ARTISTIQUE

- **Dessiner grâce au cerveau droit**, Betty Edwards, P. Mardaga éd., 1985, 207 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines; 112), *SP*.

- **Laisse couler mes larmes: l'Opéra, les compositeurs et la féminité**, Hélène Seydoux, éd. Ramsay, 1984, 354 p., *Acq.*

• • •

PHILOLOGIE - LITTERATURE

- **Les cent plus beaux cris de femmes: anthologie** établie par Régine Deforges, Le Cherche-Midi éd., 1985, 251 p., (coll. Espaces), *SP*.

- **Ecrire d'amour: anthologie de textes érotiques féminins: 1799-1984**, Claudine Brécourt-Villars, éd. Ramsay, 1985, 416 p., *SP*.

- **Territoires du féminin: avec Marguerite Duras**, Marcelle Marini, éd. de Minuit, 1977, 265 p., (coll. Autrement dites), *Acq.*

- **La dévorade**, Olympia Alberti, Albin Michel, 1985, 239 p., *SP*.

- **Mes nuits sont plus belles que vos jours**, Raphaële Billetdoux, Grasset, 1985, 218 p., *SP*.

- **Le Bunker**, Jeanne Champion, Calmann-Levy, 1985, 247 p., *SP*.

- **La maison sans racines**, Andrée Chérid, Flammarion, 1985, 244 p., *SP*.

- **Les chiens fous**, Sylvie Cohen, Belfond, 1985, 189 p., *SP*.

- **Reine au jardin, suivi de l'Odeur du père**, Marie Denis, éd. Tierce, 1985, 101 p., (coll. Littérales), *SP*.

- **La violence du calme: essai**, Viviane Forrester, Seuil, 1980, 215 p., (coll. Fiction & Cie; 37), *Acq.*

- **Et si on parlait d'amour**, Claire Gallois, Seuil, 1985, 189 p., *SP*.

- **La compagnie des femmes**, Mary Gordon, Gallimard, 1985, 351 p., (coll. Du Monde Entier), *SP*.

- **Le voyage en Afrique de Lara Simpson**, Michèle Manceaux, Seuil, 1985, 248 p., *SP*.

- **La villa irlandaise**, Anne Pons, Grasset, 1985, 256 p., *SP*.

- **Les carnets de Shérazade**, Leila Sebbar, Stock, 1985, 281 p., *SP*.

• • •

HISTOIRE

- **Femmes dans la Résistance**, Musée National de la Résistance du Front de l'Indépendance, 1985, 120 p., *Acq.*

- **La femme au temps des colonies**, Yvonne Knibiehler et Régine Goutalier, Stock, 1985, 339 p., (coll. La femme au temps de...), *SP*.

• • •

BIOGRAPHIES

- **Madame Récamier**, Duc de Castries, J'ai Lu, 1985, 446 p., (coll. J'ai Lu l'histoire; 1835), *SP*.

REVUES

Voici la liste des revues qui nous parviennent régulièrement et que vous pouvez consulter à l'Université des Femmes.

Note:

A = abonnement

E = échange

G = gratuit

REVUES FEMININES ET/OU FEMINISTES

A - AFI-Repères

E - Atlantis

E - Bolletim (Commissao da Condicao feminina)

G - Breaking Chains - ALRA

E - Broadside

E - Broomstick

E - CRIF (Centre de Recherche et d'Information Féministe - Bulletin)

E - Cahiers de la Femme / Canadian Woman Studies

E - Cahiers du GRIF

E - Choisir

E - Chronique

E - CODIF (bulletin du Centre d'Orientation, de Documentation et d'Information pour les femmes)

E - Comunidad

E - Communiquéelles

E - Connexions

E - Crew Reports

E - Décennie des Nations-Unies pour la Femme

E - Donne e Politica

E - Dulle Griet-krant

E - Emma

E - Equality Now

E - FFO - Petite Presse

E - Feminist Library and Information Centre

E - Feminist Review

E - Femme Prévoyante

A - Femmes au travail

E - Femmes d'Europe

A - Femmes et Monde

E - Femmes, féminisme et recherche (Bulletin de l'association...)

E - Femmes suisses et le mouvement féministe

E - Fireweed

E - Frauenfragen / Questions au féminin

E - Hysteria

E - Inform'elles

E - IAV (Internationaal archief voor de vrouwenbeweging - Overzicht van nieuwe aanwinsten in de bibliotheek)

E - ISIS

G - Le journal des procès

E - Kalliope (a journal of women's art)

G - L'Alliance (internationale Jeanne d'Arc)

E - La Gazette des Femmes

G - La lettre du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (Spécial Information Femmes)

E - Lesbia

E - Libre PFU (Parti Féministe Unifié)

A - Lillith

A - Lover

E - Mujer feminista

E - Nationale Vrouwenraad

A - Nouvelles Questions Féministes

E - «Objectif +» (bulletin du CNFB)

E - Off our Backs

A - Pénélope

E - Poder y Libertad

G - Quehacere-Cipaf (Centre de Investigación para la Accion Feminina)

E - Rabouilleuses

E - Réelles

E - Resources for feminist Research / Documentation pour la Recherche féministe

E - Revolutionary & Radical feminist newsletter

A - Spare Rib

E - Telewoman

G - The Tribune / La Tribune

E - La Vie en Rose

E - Vie Féminine

A - Voix des femmes (Organe de l'ANC - section femmes)

G - Womanews

E - Women & Performance

G - Wires

E - Woman and Revolution

E - Womenews

E - WOE (Women's Organization for Equality)

E - Women's Review of Books

A - Women's Studies International Forum

Nouvelles (Coordination européenne des femmes)

E - Tijdschrift voor Vrouwenstudies

E - Win (Women's International Network) News

E - Women in Libraries

E - Women of Power

AUTRES REVUES (sociales, spécialisées...)

E - AR-Infos (Antenne Rose)

E - Alternative Libertaire

G - Arcadia

E - Cahiers Marxistes (CM)

E - Champ Libre

E - Convergence (anciennement «Gazette parallèle»)

E - Droits de l'Homme

E - EUR-Info

E - FAR (Bulletin de la Fondation André Renard)

E - GERM - Actualité Santé

E - GERM (Cahiers du)

E - International Health Foundation

G - JEB (Cahiers)

E - L'Espoir

E - Masques (revues des homosexualités)

E - Nouvelles Feuilles Familiales

E - Nouvelles du Mouvement du Nid

E - Virages

Officiel / Belgique

Commission du Travail des Femmes
Ministère de l'Emploi et du Travail
rue Belliard 53, 1040 Bruxelles
Tél. 02/233.41.11

Commission consultative de la Condition féminine
rue des Petits Carmes 14, 1000 Bruxelles
Tél. 02/512.50.14

Le Service de la Femme
Ministère de la Communauté Française
Galerie Ravenstein 4, 1000 Bruxelles

Comité interministériel pour le statut de la femme
c/o Cabinet du Premier Ministre
rue de la loi 16, 1040 Bruxelles
Tél. 02/513.80.20

Officiel / Europe

Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes
Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 200, 1040 Bruxelles
Tél. 02/235.11.11

Service Information Femmes
Direction générale de l'Information
Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 200, 1040 Bruxelles
Tél. 02/235.28.60 ou 235.78.76

Comité Consultatif pour l'Egalité des Chances
c/o Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes ou Commission du Travail des Femmes (cf. ci-dessus).

Commission d'Enquête sur la situation de la femme en Europe

c/o Mme Marie-Claude Vayssade
Parlement Européen
rue Belliard 97, 1040 Bruxelles

Coordination / Belgique Communauté française

Comité de Liaison des Femmes
c/o Hedwige Peemans-Poullet
(Tél. 02/733.48.80)
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
pas de téléphone

Bureau des Plaintes des Femmes
c/o Comité de Liaison des Femmes
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Permanence le lundi de 13 h 30 à 16 h 30
Tél. aux heures de permanence 02/219.28.02

Communauté flamande

Vrouwen Overleg Komitee
c/o Monika Abicht
(Tél. 03/828.95.68)
Ambtmanstraat 7, 2000 Antwerpen
Tél. 03/232.55.33

Les deux communautés

Femmes contre la crise
Contact national francophone
Micheline Néllisse
rue des Vennes 169, 4000 Liège
pas de tél

Contact national néerlandophone
Marijke Colle
Heerneslaan 109, 9000 Gent

Coordination / Europe

Femmes et syndicats

Commission Femmes de la FGTB
c/o Marcelle Hoens
rue Haute 42, 1000 Bruxelles
Tél. 02/511.80.67 et 511.64.66

Service Féminin de la CSC
c/o Anne-Françoise Theunissen
rue de la Loi 121, 1040 Bruxelles
Tél. 02/735.60.50

Mouvements Féminins

Femmes Prévoyantes Socialistes
Place Saint-Jean 1-2, 1000 Bruxelles
Tél. 02/513.64.70

Vie Féminine
c/o Andrée Delcourt
rue de la Poste 111, 1210 Bruxelles

Association Féministe

La Porte Ouverte
rue Américaine 16, 1050 Bruxelles

Association de Femmes

Solidarité Femme-Emploi
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 02/219.65.18

Accueil: maisons et cafés

Arlon
«Maison des Femmes»
rue de Diekirch 37, 6700 Arlon
Tél. 063/22.76.82

Bruxelles
Association, rue Blanche 29
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/539.27.66

Charleroi
«Comme chez elles»
bd. d'Audent 7, 6000 Charleroi
Tél. 071/31.92.90

La Louvière
rue de Bouvy 9, 7100 La Louvière
Tél. 064/21.43.33

Liège
«Maison des Femmes»
rue du Pont 6, 4000 Liège

Mons
«Groupe des Femmes»
c/o Couvez Agnès
rue Thirimont 31, 7000 Mons
Tél. 065/34.75.76

Mouscron
«Groupe des Femmes»
rue Philippe Le Bon 1a, 7700 Mouscron

Namur
rue Notre-Dame 47, 5000 Namur
Tél. 081/71.55.45

Tournai
«Groupe des Femmes»
c/o Bernadette Michenaud
Place Verte 7, 7500 Tournai
Tél. 069/22.75.54

Wavre

«La Maison des Femmes»
rue des Brasseries 10, 1300 Wavre
Tél. 010/22.38.02

Anvers

«Vrouwenhuis»
Prinsenstraat 48, 2000 Antwerpen
Tél. 031/233.23.72

Oostende

«Maison des Femmes»
Aartshertogstraat, 8400 Oostende

Prendre l'air

Le point du jour
Grande maison isolée à la campagne.
Hébergement. Restauration.
Stages Animation.
Possibilité d'accueillir des femmes ou des groupes de femmes souhaitant organiser leur propre activité.
4260 Pilet (Fallais)
Tél. 019/69.97.95

Centres de documentation

Université des Femmes
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

Le Lesbienaire
rue Herman Richir 1, 1030 Bruxelles
Tél. 02/215.99.38

CREW
Centre de Recherches sur les femmes européennes
rue Stevin, 1040 Bruxelles
Tél. 02/230.51.58

Rosa
rue Gallait 78, 1210 Bruxelles
Tél. 02/347.24.77

Librairies

Les Rabouilleuses
chée d'Ixelles 221, 1050 Bruxelles
Tél. 02/648.43.18

Dulle Griet
Tiensestraat 45, 3000 Leuven
Tél. 016/23.41.23

Revues

Chronique
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

Lilith
c/o Julia Rottiers
Hoogvorstweg 15, 1980 Tervuren

Périodique des Ateliers du GRIF
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/538.84.81

Le Lesbienaire
rue Herman Richir 1, 1030 Bruxelles
Tél. 02/215.99.38

Marianne
Cruyslei 30, 2200 Borgerhout

Femmes d'Europe
Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 2000, 1040 Bruxelles
Tél. 02/736.60.00

Etudes féministes

Université des Femmes
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

Avortement / Contraception

Fédération Belge pour le Planning Familial et l'Education Sexuelle
rue du Trône 51, 1050 Bruxelles
Tél. 02/513.72.64

GACEHPA

Groupe d'action des Centres extra-hospitaliers pratiquant des avortements
Permanence: lundi et jeudi, 14 à 17 h
rue du Trône 51, 1050 Bruxelles
Tél. 02/511.56.03

Vous trouverez au GACEHPA des cartes de soutien (20 fr. minimum) avec la liste complète des centres extra-hospitaliers qui pratiquent des avortements.

Comité pour la dépénalisation de l'avortement
c/o Monique Geudin
rue A. Giron 23, 1050 Bruxelles
Tél. 02/649.18.22

Viol

SOS Viol
Accueil, information, soutien et centre de documentation et de recherche sur les violences sexuelles
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 02/219.28.02

Femmes battues

Bruxelles
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/539.27.44

Liège
rue Sœurs-de-Hasque, 4000 Liège
Tél. 041/23.42.85 et 23.45.67

Arlon
rue de Diekirch 47, 6700 Arlon
Tél. 063/21.46.82

La Louvière
Fédération des Collectifs de Femmes Battues
rue de Bouvy 9, 7100 La Louvière
Tél. 064/21.43.03

Leuven
Federatie Vrouwen tegen mishandeling
Justus Lipsiusstraat 57, 3000 Leuven
Tél. 01623.36.61

Namur
rue Notre-Dame 47, 5000 Namur
Tél. 081/71.55.45

Education permanente

Centre Féminin d'Education Permanente
Place Quetelet 1a, 1030 Bruxelles
Tél. 02/219.28.02

Changeons les livres

Changeons les livres
rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/538.47.73

CHRONIQUE N° 1 / NOVEMBRE/DECEMBRE 82

- Emilienne Brunfaut
- Finlandaises
- Le pouvoir

CHRONIQUE N° 2 / JANVIER/FEVRIER 83

- Les travailleuses de Bekaert
- Les hommes se déshabillent
- Viol

CHRONIQUE N° 3 / MARS/AVRIL 83

- Des hommes à l'Université des femmes
- Sommes-nous tous des Baruyas?
- Procès CVO

CHRONIQUE N° 4 / MAI/JUIN 83

- Greenham Common
- Travail ménager
- Femmes soviétiques

CHRONIQUE N° 5 / JUILLET/AOUT 83

- Ce que parler veut dire
- Sexisme Bigouden

CHRONIQUE N° 6 / SEPTEMBRE/OCTOBRE 83

- Regard sur la pornographie
- Les femmes en ISRAEL
- L'histoire des Femmes est-elle possible?

CHRONIQUE N° 7 / NOVEMBRE/DECEMBRE 83

- L'Energie et la Frustration
- Avortements, Femmes et tribunaux
- Les droits de l'homme contre le droit des Femmes

CHRONIQUE N° 8 / JANVIER/FEVRIER/MARS 84

- Vers un office national des créances alimentaires
- Moi, délinquante?
- Recherches Féministes en Afrique

CHRONIQUE N° 9 / AVRIL/MAI 84

- Etudes Féministes: principes et méthodologie
- Femmes et Syndicats
- Les prépensionnées des Galeries Anspach
- Coopératives de Femmes

CHRONIQUE N° 10 / JUIN/JUILLET 84

- Le savoir et le faire
- Loisirs des Femmes
- Pensionnées et veuves
- Femmes et développement

CHRONIQUE N° 11 / OCTOBRE/NOVEMBRE 84

- Evolution conceptuelle de la physique
- Partage des responsabilités
- Pacifisme et Féminisme

CHRONIQUE N° 12 / DECEMBRE 84/JANVIER 85

- Rester une égérie ou devenir soi-même
- Nicaraguayennes
- Sciences et Femmes: pas de recettes

CHRONIQUE N° 13 / AVRIL/MAI 85

- Anarcha-féminisme
- Séminaire Sociologie: analyse d'une enquête
- Marie Andrée, vidéaste

CHRONIQUE N° 14 / JUILLET/AOUT 85

- Le pouvoir de la mère
- Les femmes et l'innovation technologique
- Le sexe du travail

CHRONIQUE N° 15 / SEPTEMBRE/OCTOBRE 85

- Nairobi
- Les femmes du divorce
- Crise de l'Etat Keyneysien: questions aux femmes

«Pour les éditions épuisées les articles peuvent être obtenus sous forme de photocopie».